

CANADA
PROVINCE DE QUÉBEC
DISTRICT DE BEDFORD
COUR N° : 460-11-001918-104
BUREAU N° : 905521-1000002

COUR SUPÉRIEURE
Chambre commerciale

**DANS L’AFFAIRE DU PLAN
D’ARRANGEMENT PROPOSÉ DE :**

AAER INC., société constituée en vertu de la *Loi canadienne sur les sociétés par actions*, ayant son siège social au 80, boul. de l’Aéroport, Bromont, Québec, J2L 1S9

– et –

AAER USA INC., société constituée au Delaware, ayant une place d’affaires au 400, rue Westminster, bureau 202, Providence, Rhode Island, États-Unis, 02903

– et –

WIND-SMART LLC, société constituée au Rhode Island, ayant une place d’affaires au 400, rue Westminster, bureau 202, Providence, Rhode Island, États-Unis, 02903

Débitrices

– et –

SAMSON BÉLAIR/DELOITTE & TOUCHE INC.
(Jean-François Nadon, CA, CIRP, responsable désigné), ayant une place d’affaires au 1, Place Ville Marie, bureau 3000, Montréal, Québec, H3B 4T9

Contrôleur

**TROISIÈME RAPPORT ADRESSÉ À LA COUR PAR
SAMSON BÉLAIR/DELOITTE & TOUCHE INC.
EN SA CAPACITÉ DE CONTRÔLEUR (« CONTRÔLEUR »)**
(*Loi sur les arrangements avec les créanciers des compagnies*, L.R.C. 1985, c. C-36,
en sa version modifiée)

INTRODUCTION

1. Le 8 avril 2010, une ordonnance initiale (l’« **Ordonnance initiale** ») a été rendue en faveur d’AAER Inc., d’AAER USA Inc. et de Wind-Smart LLC (« **AAER** » ou les « **Sociétés** ») en vertu de la *Loi sur les arrangements avec les créanciers des compagnies* (la « **LACC** »).
2. Le 8 avril 2010, Samson Bélair/Deloitte & Touche Inc. a soumis au tribunal son Premier Rapport daté du 8 avril 2010.

3. Le 7 mai 2010, à la suite d'une requête présentée par AAER, le tribunal a rendu une Ordonnance pour proroger l'Ordonnance initiale et la date de cessation de la suspension des procédures, telle qu'elle est définie dans l'Ordonnance initiale, jusqu'au 2 juin 2010.
4. Le 7 mai 2010, Samson Bélair/Deloitte & Touche Inc. a soumis au tribunal son Deuxième Rapport daté du 6 mai 2010.
5. À moins d'indication contraire, tous les montants d'argent mentionnés au Troisième Rapport (« Troisième Rapport ») sont exprimés en dollars canadiens. Les mots qui débutent par une lettre majuscule et qui ne sont pas définis dans ce Troisième Rapport ont la même signification que celle qui leur a été donnée dans le Premier Rapport du Contrôleur et dans le Deuxième Rapport du Contrôleur ou qui leur a été donnée dans la requête pour l'émission de l'Ordonnance initiale, la requête pour la première extension de l'Ordonnance initiale pour l'établissement des procédures du processus de preuves de réclamation ainsi que l'assemblée des créanciers et dans la requête pour l'approbation des Transactions (les « **Requêtes** »).
6. Ce Troisième Rapport est déposé au dossier de cette Honorable Cour afin de fournir à celle-ci les informations pertinentes au sujet des éléments factuels et procéduraux décrits au paragraphe 7 ci-dessous et pour lui faire part des recommandations du Contrôleur concernant le processus de sollicitation.
7. Le Troisième Rapport porte sur les sujets suivants :
 - (i) Les activités des Sociétés depuis le 7 mai 2010;
 - (ii) Les activités du Contrôleur depuis l'émission du Deuxième Rapport du Contrôleur, soit le 7 mai 2010;
 - (iii) Le Processus de sollicitation d'AAER;
 - (iv) Les Transactions proposées;
 - (v) La demande d'approbation du tribunal des offres reçues par AAER et de la prorogation de délais.
8. Aux fins de la préparation de ce Troisième Rapport, le Contrôleur s'est fié à l'information financière non vérifiée d'AAER, aux documents comptables d'AAER, aux Requêtes et aux discussions tenues avec les membres de la direction d'AAER ainsi qu'avec ses conseillers financiers et juridiques. Le Contrôleur n'a pas fait de vérification comptable ni procédé à d'autre vérification de cette information. Les projections financières incluses dans le Troisième Rapport étant fondées sur les hypothèses retenues par la direction d'AAER concernant des événements à venir, les résultats réels différeront des renseignements présentés et les écarts pourraient être importants.
9. Une copie de ce Troisième Rapport ainsi que toute requête dans le cadre de la présente instance régie par la LACC et les prochains rapports du Contrôleur seront disponibles sur le site Internet du Contrôleur à l'adresse suivante : www.deloitte.com/ca/aaer. Le Contrôleur a également mis en place une ligne téléphonique sans frais dont les coordonnées apparaissent sur le site Internet

du Contrôleur de façon à permettre aux parties intéressées de communiquer avec le Contrôleur si elles ont des questions au sujet de la restructuration d'AAER ou de la LACC.

LES ACTIVITÉS DES SOCIÉTÉS

Général

10. AAER a payé ses employés dans le cours normal des affaires, en conformité avec l'Ordonnance initiale.
11. Les faits saillants relatifs aux résultats financiers d'AAER pour la période du 7 au 29 mai 2010 sont présentés dans l'Évolution de l'encaisse jointe à l'Annexe 1. Nos commentaires relativement à la performance financière d'AAER au cours de cette période sont les suivants :
 - a. En comparaison avec l'État de l'évolution révisé de l'encaisse projeté présenté à la Cour par AAER et déposé avec la Requête pour obtenir l'émission d'une ordonnance prorogeant le délai initial (l'« **État de l'évolution révisé de l'encaisse** »), AAER fait état d'un écart défavorable d'approximativement 285 000 \$ au chapitre des entrées de fonds. Cette variation est attribuable principalement à ce qui suit :
 - i. Écart défavorable d'environ 318 000 \$ lié à un retard dans l'encaissement d'un compte client important des Sociétés. AAER a conclu une entente avec son client qui pourrait lui permettre d'encaisser le solde des sommes dues de ce compte client sous réserve de l'accomplissement et de la livraison de ce contrat.
 - ii. Écart favorable d'environ de 33 000 \$ lié à des encaissements relatif à des remboursements de taxes par le gouvernement fédéral.
 - b. En comparaison avec l'État de l'évolution révisé de l'encaisse, AAER fait état d'un écart favorable d'approximativement 170 000 \$ au chapitre des sorties de fonds. Cette variation est attribuable principalement à ce qui suit :
 - i. Écart favorable d'approximativement 31 200 \$ lié aux salaires et à la CSST, ce montant ayant été moindre que prévu en raison d'un effectif réduit;
 - ii. Écart favorable d'approximativement 17 700 \$ lié à la construction, ce montant ayant été moindre que prévu;
 - iii. Écart favorable d'approximativement 35 000 \$ lié aux assurances, ce montant ayant été moindre que prévu;
 - iv. Écart défavorable d'approximativement 27 500 \$ lié au loyer. AAER n'a pas pu conclure une entente avec Olymbec pour un loyer de 10 000 \$ par mois. Conséquemment, AAER a payé un montant plus élevé que prévu dans l'État de l'évolution révisé de l'encaisse;
 - v. Écart favorable d'approximativement 10 000 \$ lié aux frais de communication, ce montant ayant été moindre que prévu;

- vi. Écart favorable d'approximativement 4 000 \$ lié aux frais de maintenance, ceux-ci n'étant plus nécessaires;
 - vii. Écart défavorable d'approximativement 10 000 \$ lié aux frais d'électricité, cette dépense ayant été plus élevée que prévu étant donné des montants de prépaiement plus élevés que prévu;
 - viii. Écart favorable temporaire de 110 000 \$ lié aux honoraires professionnels. Conformément à l'État de l'évolution révisé de l'encaisse, ces coûts devront être déboursés à brève échéance à même le produit de la vente des actifs.
- c. Tel qu'il est indiqué dans le Deuxième Rapport du Contrôleur, un montant 130 000 \$ a été versé au Contrôleur relativement à des comptes clients d'AAER qui ont été encaissés en trop par Finexcorp Inc. et qui sont en excédent des montants dus à cette dernière. À la suite de la demande de Finexcorp Inc., les Sociétés ont accepté que ce montant soit placé en fidéicommiss chez le Contrôleur afin de créer une réserve relativement à toute retenue à la source qui serait impayée. AAER a indiqué au Contrôleur que le montant en fidéicommiss est suffisant pour couvrir toute déduction à la source non payée.
12. En date de ce Troisième Rapport, toutes les dépenses engagées par AAER après l'émission de l'Ordonnance initiale ont été ou seront payées à même le fonds de roulement, le Financement temporaire et le produit de la vente des actifs. Conséquemment, pour l'instant, AAER ne requiert aucun financement additionnel, tel qu'il appert de l'État de l'évolution révisé de l'encaisse joint à l'Annexe 2.

Fournisseurs

13. AAER, avec l'assistance du Contrôleur, a négocié une entente avec Olymbec pour le paiement du loyer depuis le 8 avril 2010, afin de permettre aux Sociétés de finaliser un contrat important et de compléter une vente potentielle de ses actifs. Dans l'éventualité où la vente des actifs d'AAER soit approuvée par le Tribunal, un montant de 75 000 \$, qui représente le loyer du mois de mai 2010, sera remis à Olymbec à même le produit de la vente des actifs lors de la clôture des Transactions.

Dépôt du Plan d'arrangement

14. AAER n'a pas procédé au dépôt du Plan d'arrangement tel qu'il est prévu à l'échéancier présenté dans l'Ordonnance initiale. Conséquemment, l'assemblée des créanciers prévue le 1^{er} juin 2010 n'a pas été convoquée.

LES ACTIVITÉS DU CONTRÔLEUR

15. Le Contrôleur a publié sur son site Internet toute nouvelle documentation et l'information publique se rapportant à la restructuration d'AAER, incluant le Deuxième Rapport du Contrôleur ainsi que tous les documents de Cour et les documents relatifs au processus de preuves de réclamation.
16. Le 12 mai 2010, le Contrôleur a envoyé un avis portant sur le processus de réclamation, un formulaire de preuve de réclamation ainsi qu'un feuillet de renseignement pour assister les

créanciers à remplir le formulaire de preuve de réclamation par la poste à tous les créanciers connus d'AAER ayant des réclamations s'élevant à mille dollars (1 000 \$) ou plus. Approximativement 380 créanciers ont reçu cet avis. Des copies des preuves d'envoi ainsi que des copies des avis sont jointes à l'Annexe 3.

17. Le 12 mai 2010, le Contrôleur a publié un avis relatif au processus de réclamation dans *La Presse*.
18. Le Contrôleur analyse sur une base régulière les recettes et débours d'AAER avec l'entière collaboration de la direction d'AAER. Conséquemment, les prévisions de l'évolution de l'encaisse sont régulièrement mises à jour, suivant les analyses des variations hebdomadaires de l'utilisation des fonds.
19. Le Contrôleur a participé activement au Processus de sollicitation et à la clarification des offres reçues par les soumissionnaires.
20. Le Contrôleur est également impliqué en tant qu'observateur dans les appels du conseil d'administration d'AAER afin d'assister aux discussions entre la direction et les administrateurs des Sociétés.

LE PROCESSUS DE SOLLICITATION

21. Tel qu'il est décrit dans la Requête, AAER et le Contrôleur ont mis en place un Processus de sollicitation.
22. Dans le cadre du Processus de sollicitation, un certain nombre de partenaires stratégiques, d'investisseurs et d'acheteurs potentiels ont été identifiés et approchés afin de discuter de la possibilité de faire une offre à AAER qui permettra de financer un plan d'arrangement pour les créanciers et de poursuivre l'exploitation de l'entreprise.
23. Un document d'information a été transmis à environ 104 investisseurs potentiels stratégiques ainsi qu'à 49 investisseurs potentiels financiers. Le document d'information a aussi été publié sur le site Internet du Contrôleur.
24. En date du présent rapport, le Contrôleur et AAER ont entériné onze (11) ententes de confidentialité signées avec des investisseurs potentiels.
25. Onze (11) circulaires d'information ont été transmises aux investisseurs ayant signé une entente de confidentialité.
26. Le 10 mai 2010, deux (2) offres ont été reçues par le Contrôleur (voir l'Annexe 4). Une offre de Plessitech Inc. (« Plessitech ») ainsi qu'une offre de Pioneer Power Solutions Inc. (« Pioneer »).
27. L'offre de Pioneer consistait en un achat des lots 2, 3 et 5 (tel qu'il est indiqué dans le mémoire d'information) et comprenait plusieurs conditions.

28. Plusieurs conditions relatives à l'offre de Pioneer étaient problématiques pour les Sociétés. À la suite de nombreuses discussions, négociations et clarifications de ces conditions, Pioneer a soumis une offre révisée.
29. L'offre de Plessitech consistait en un achat de tous les lots (tel qu'il est indiqué dans le mémoire d'information) des Sociétés; par contre, 90 % de l'offre soumise était attribuable au lot 4.
30. À cet effet, de nombreuses discussions entre Plessitech et le Contrôleur ont eu lieu et Plessitech a décidé de soumettre une offre pour le lot 4 exclusivement afin de permettre à AAER de combiner les deux (2) offres reçues. Plessitech a par la suite assigné leur droit à Global Casting Inc. (« Global »).

TRANSACTIONS PROPOSÉES

Transaction Pioneer

31. La transaction proposée par Pioneer comprend l'achat des lots 2 (stocks), 3 (biens meubles) et 5 (actifs incorporels) et toutes les propriétés intellectuelles d'AAER.
32. À la suite des négociations, le prix d'achat tel qu'il est indiqué dans l'entente d'achat d'actifs de Pioneer est de 450 000 \$.
33. Tel qu'il est indiqué dans l'entente d'achat d'actifs, Pioneer demande qu'un montant d'environ 170 000 \$ du prix d'achat soit déposé en fidéicommiss avec le Contrôleur pour une certaine période de temps afin de payer tous les montants de salaire, de boni et de vacances qui seraient dus à des employés à la clôture de la transaction avec Pioneer.
34. Tel qu'il est indiqué au paragraphe 13 de l'entente d'achat d'actifs, dans l'éventualité où la vente des actifs d'AAER soit approuvée par le Tribunal, un montant de 75 000 \$, qui représente le loyer du mois de mai 2010, sera remis à Olymbec à même le produit de la vente des actifs lors de la clôture des Transactions.

Transaction Global

35. La transaction proposée par Global comprend l'achat du lot 4 (frais prépayés et dépôts sur stocks) inclusivement.
36. À la suite des négociations, le prix d'achat tel qu'il est indiqué dans l'entente d'achat d'actifs de Plessitech est de 280 000 \$.

Le conseil d'administration d'AAER a approuvé les Transactions proposées par Global et Pioneer.

DEMANDE D'APPROBATION DES OFFRES REÇUES PAR AAER ET PROROGATION DE LA PÉRIODE DE SUSPENSION DES PROCÉDURES

37. AAER a indiqué au Contrôleur son intention de demander au tribunal l'approbation de la vente des lots 2, 3, 4 et 5, soit les Transactions de Pioneer et de Global.

38. Les Transactions proposées permettront à AAER de procéder aux paiements des salaires et des vacances dus à ses employés, des montants dus pour les honoraires professionnels, du montant de 75 000 \$ à Olymbec et du remboursement partiel du Financement temporaire.
39. AAER a indiqué au Contrôleur que le Prêteur Intérimaire, malgré le fait qu'il ne serait probablement pas entièrement remboursé, ne s'opposerait pas aux Transactions.
40. Investissement Québec, créancier garanti, a indiqué au Contrôleur qu'elle ne s'opposerait pas aux Transactions, malgré le fait qu'elle ne récupérerait aucun montant.
41. AAER a indiqué au Contrôleur qu'aucun montant n'est dû à la Banque Nationale du Canada relativement à sa créance garantie.
42. AAER a indiqué au Contrôleur qu'aucun montant n'est dû à Hydro-Québec relativement à sa créance garantie.
43. AAER a indiqué au Contrôleur son intention de demander une prolongation de la Période de suspension afin de lui permettre de procéder à la clôture des Transactions. La période suggérée de prolongation de la période de suspension est du 3 au 7 juin 2010.
44. À la suite d'une révision des offres, le Contrôleur est d'avis que les Transactions approuvées par le conseil d'administration d'AAER sont acceptables et sont les meilleures options possibles considérant l'échéancier très court et un processus de sollicitation complet et diligent.

Au soutien de la demande d'AAER pour l'approbation des offres et pour la prorogation jusqu'au 7 juin 2010, AAER fournit un état de l'évolution de l'encaisse hebdomadaire mis à jour pour la période du 3 avril au 19 juin 2010 (incluant les montants réels pour la période du 3 avril au 31 mai 2010), lequel état est joint à l'Annexe 2.

45. Le Contrôleur recommande que les Transactions soient approuvées par le tribunal.
46. Le Contrôleur est d'avis qu'il est nécessaire de proroger la période de suspension des procédures afin de permettre à AAER de procéder à la clôture des Transactions.
47. Le Contrôleur est d'avis qu'AAER a agi conformément à l'Ordonnance initiale.
48. Le Contrôleur est d'avis qu'AAER ne sera pas en mesure de soumettre un plan d'arrangement en raison des montants limités des sommes offertes.

Sur la base des discussions qu'il a tenues avec les représentants d'AAER, le Contrôleur est d'avis qu'AAER a agi et continue d'agir de bonne foi et avec diligence.

Le Contrôleur soumet respectueusement à cette Cour son Troisième Rapport.

FAIT à Montréal, ce 1^{er} jour de juin 2010.



SAMSON BÉLAIR/DELOITTE & TOUCHE INC.
En sa capacité de Contrôleur d'AAER Inc.

Annexe 1

AAER Inc
Weekly Cash Flow

From May 7 to May 29 2010

WEEK NUMBER	Projections	Actuals	Difference	Comments
	6-9	6-9	6-9	
Cash Inflows				
Accounts receivable	378 000	59 683	(318 317)	Le montant sera encaissé suite à l'accomplissement et la livraison de ce contrat
Other inflow	-	33 430	33 430	Montant reçu par le gouvernement fédéral relatif à des remboursements de taxes
Escrow in trust	-	-	-	
Others -DIP	-	-	-	
Cash inflows total	378 000	93 113	(284 887)	
Cash Outflows				
<i>Wind Turbines</i>				
Salaries (including DAS and fringes)	21 877	7 920	(13 957)	Masse salariales moins élevée
Material Cost	-	-	-	
Transport	-	-	-	
Brokerage & Taxes	-	-	-	
Insurance premium	9 700	-	(9 700)	Aucune assurance payable à ce moment
Contingency & Construction site	24 000	4 735	(19 265)	Dépenses terrain moindre que prévu
	55 577	12 655	(42 922)	
<i>Administration</i>				
Overhead salaries disbursement	63 021	60 769	(2 252)	Masse salariales moins élevée
Indemnities	-	-	-	
CSST	15 000	-	(15 000)	Aucun montant due à la CSST
Past due salaries (without DAS)	-	-	-	
D&O Insurance	35 000	9 669	(25 331)	Montant d'assurance moindre que prévu
Electricity	-	9 975	9 975	Électricité à payer
Rent	-	27 500	27 500	Loyer à payer
Moving expenses	-	-	-	
Communications (Bell, Rogers, Videotron)	10 000	-	(10 000)	Aucun paiement de frais de communication
Group Insurance	-	-	-	
DIP	-	-	-	
Professional services	-	-	-	
- Monitor	50 000	-	(50 000)	Montant sera payé à la clôture de la transaction
- Legal Counsel	60 000	-	(60 000)	Montant sera payé à la clôture de la transaction
Maintenance	4 000	-	(4 000)	Aucun frais de maintenance
Contingency	11 000	12 570	1 570	
	248 021	120 483	(127 538)	
Cash outflows total	303 598	133 138	(170 460)	
Opening Balance	138 059	41 875	(96 183)	
Cash inflows	378 000	93 113	(284 887)	
Cash outflows	303 598	133 138	(170 460)	
Closing Balance	212 461	1 850	(210 610)	

Annexe 2

Appendix 2 - The Cash Flow Statement

Monitor's Report on Cash Flow

The statement of projected cash flow (“**Cash Flow Statement**”) of this report of the Company as of the 1st day of June, 2010 has been prepared by the management of the Company for the purpose described in Notes to the Cash Flow Statement, using Probable and Hypothetical Assumptions set out in the Notes to the Cash Flow Statement.

Our review consisted of inquiries, analytical procedures and discussion related to information supplied to us by certain of the management and employees of the Company. Since Hypothetical Assumptions need not be supported, our procedures with respect to them were limited to evaluating whether they were consistent with the purpose of the Cash Flow Statement. We have also reviewed the support provided by management of the Company for the Probable Assumptions, and the preparation and presentation of the Cash Flow Statement.

Based on our review, nothing has come to our attention that causes us to believe that, in all material respects:

- a) The Hypothetical Assumptions are not consistent with the purpose of the Cash Flow Statement;
- b) As at the date of this report, the Probable Assumptions developed by management are not suitably supported and consistent with the plans of the Company or do not provide a reasonable basis for the Cash Flow Statement, given the Hypothetical Assumptions; or
- c) The Cash Flow Statement does not reflect the Probable and Hypothetical Assumptions.

Since the Cash Flow Statement is based on assumptions regarding future events, actual results will vary from the information presented even if the Hypothetical Assumptions occur, and the variations may be material. Accordingly, we express no assurance as to whether the Cash Flow Statement will be achieved. We express no opinion or other form of assurance with respect to the accuracy of any financial information presented in this report, or relied upon by us in preparing this report.

The Cash Flow Statement has been prepared solely for the purpose described in Notes on the face of the Cash Flow Statement, and readers are cautioned that it may not be appropriate for other purposes.

AAER Inc
Weekly Cash Flow
 From April 3 to June 19 2010

	<i>Actual</i>	<i>Actual</i>	<i>Total</i>	<i>Actual</i>	<i>Actual</i>	<i>Actual</i>	<i>Actual</i>	<i>Actual</i>	<i>Total</i>	<i>Projections</i>	<i>Projections</i>	<i>Projections</i>	<i>Total</i>	<i>Total</i>
WEEK NUMBER	1-3	4	April	5	6	7	8	9	May	10	11	12	June	April - June
WEEK ENDING	24-04-10	24-04-10	April	01-05-10	8-05-10	15-05-10	22-05-10	29-05-10	May	05-06-10	12-06-10	19-06-10	June	April - June
Cash Inflows														
Accounts receivable	-	-	-	-	12 000	-	-	47 683	59 683	52 317	-	-	52 317	112 000
Other inflow	99 724	-	99 724	-	10 496	22 934	-	-	33 430	94 576	560 000	-	654 576	787 730
Escrow in Trust	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Others - DIP	330 000	-	330 000	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	330 000
Cash inflows total	429 724	-	429 724	-	22 496	22 934	-	47 683	93 113	146 893	560 000	-	706 893	1 229 730
Cash Outflows														
<i>Wind Turbines</i>														
Salaries (including DAS and fringes)	14 262	-	14 262	17 517	5 177	2 743	-	-	25 437	5 000	-	-	5 000	44 699
Material Cost	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Transport	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Brokerage & Taxes	14 671	-	14 671	6 199	-	-	-	-	6 199	-	-	-	-	20 870
Insurance premium	-	-	-	1 923	-	-	-	-	1 923	-	-	-	-	1 923
Contingency & Construction site	23 743	2 100	25 843	4 264	690	1 945	-	2 100	8 999	3 150	3 000	-	6 150	40 992
	52 676	2 100	54 776	29 902	5 867	4 688	-	2 100	42 557	8 150	3 000	-	11 150	108 483
other	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
other	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
<i>Administration</i>														
Overhead salaries disbursement	32 462	-	32 462	42 266	-	19 440	-	41 329	103 035	13 000	6 000	-	19 000	154 496
Indemnities	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
CSST	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Past due salaries	61 884	-	61 884	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	61 884
D&O Insurance	-	-	-	-	9 669	-	-	-	9 669	-	-	-	-	9 669
Electricity	-	15 625	15 625	-	6 650	-	-	3 325	9 975	-	-	-	-	25 600
Rent	-	-	-	-	27 500	-	-	-	27 500	-	75 000	-	75 000	102 500
Moving expenses	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Communications (Bell, Rogers, Videotron)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Group Insurance	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
DIP	26 736	-	26 736	-	-	-	-	-	-	-	350 000	-	350 000	376 736
Professional services	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
- Monitor	33 071	-	33 071	34 933	-	-	-	-	34 933	-	125 000	-	125 000	193 005
- Legal Counsel	48 474	-	48 474	-	-	-	-	-	-	-	125 000	-	125 000	173 474
Maintenance	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Contingency	5 328	684	6 012	1 707	1 816	-	-	10 754	14 278	3 000	-	-	3 000	23 290
	207 955	16 309	224 264	78 907	45 635	19 440	-	55 408	199 390	16 000	681 000	-	697 000	1 120 653
Cash outflows total	260 631	18 409	279 040	108 809	51 502	24 128	-	57 508	241 947	24 150	684 000	-	708 150	1 229 137
Opening Balance	-	169 093	-	150 684	41 875	12 869	11 675	11 675	150 684	1 850	124 593	593	1 850	-
Cash inflows	429 724	-	429 724	-	22 496	22 934	-	47 683	93 113	146 893	560 000	-	706 893	1 229 730
Cash outflows	-260 631	-18 409	-279 040	-108 809	-51 502	-24 128	-	-57 508	-241 947	-24 150	-684 000	-	-708 150	-1 229 137
Closing Balance	169 093	150 684	150 684	41 875	12 869	11 675	11 675	1 850	1 850	124 593	593	593	593	593

NOTES TO THE CASH-FLOW STATEMENT

NOTE A – PURPOSE

The purpose of these cash-flow projections is to determine the liquidity requirements of the Company during the CCAA proceedings.

NOTE B - DEFINITIONS**(1) CASH-FLOW STATEMENT**

In respect of a Company, means a statement indicating, on a weekly basis (or such other basis as is appropriate in the circumstances), the projected cash-flow of the Company as defined in section 2(1) of the Act based on Probable and Hypothetical Assumptions that reflect the Company's planned course of action for the period covered.

(2) HYPOTHETICAL ASSUMPTIONS:

Means assumptions with respect to a set of economic conditions or courses of action that are not necessarily the most probable in the Company's judgment, but are consistent with the purpose of the Cash-Flow Statement.

(3) PROBABLE ASSUMPTIONS:

Means assumptions that:

- (i) The Company believes reflect the most probable set of economic conditions and planned courses of action, **Suitably Supported** that are consistent with the plans of the Company; and
- (ii) Provide a reasonable basis for the Cash-Flow Statement.

(4) SUITABLY SUPPORTED:

Means that the Assumptions are based on either one or more of the following factors:

- (i) The past performance of the Company;
- (ii) The performance of other industry/market participants engaged in similar activities as the Company;
- (iii) Feasibility studies;
- (iv) Marketing studies; or
- (v) Any other reliable source of information that provides objective corroboration of the reasonableness of the Assumptions.

The extent of detailed information supporting each Assumption, and an assessment as to the reasonableness of each Assumption, will vary according to circumstances and will be influenced by factors such as the significance of the Assumption and the availability and quality of the supporting information.

NOTE C - ASSUMPTIONS

Assumptions	Source	Probable Assumption	Hypothetical Assumption
<u>Opening cash balance</u>	Based on current bank balances	x	

<u>Exchange Rate</u>	Exchange rates used by management are the following: <ul style="list-style-type: none"> • US \$ / Cnd \$ = 1.0375 / 1.00 • US \$ / Euro = 1.50 / 1.00 		x
<u>Forecast Cash receipts:</u>			
Accounts receivable	Receipt of amounts due on the Templeton contract	x	
DIP	Interim financing during CCAA	x	
Other	Proceeds from the sale of a piece of equipment.	x	
<u>Forecast Cash disbursements:</u>			
Salaries	Based on management detailed list of employees to be retained by the company.	x	
Material Cost	Based on the detailed listing of material required for the production of the Templeton turbines.		x
Other Material Cost	Based on the detailed listing of material required for the production the Templeton turbines.		x
Insurance premiums turbines	Insurance premium for coverage of turbines.	x	
Contingency	General provision.		x
Rent	Based on lease agreement		x
Overhead salaries disbursement	Based on management detailed list of employees to be retained by the company.	x	
Indemnities	Based on projected lay-offs and mandatory indemnities required by collective bargaining agreements.	x	
Heating (Hydro Quebec / Gaz Metro)	Weekly estimate of disbursements required based on historical costs.	x	
Electricity	Monthly estimate of disbursements required based on historical costs.	x	
Communications	Monthly estimate of disbursements required based on historical costs.	x	

Group Insurance	Insurance costs for employees insurance based on management detailed list of employees (already identified) to be retained by the company.	x	
Professional services	Management estimate of professional fees to be incurred in the following week for monitor and legal services.		x
Maintenance	Management estimated expenses required to preserve the assets.		x
GST / QST paid to suppliers	Based on taxable disbursements made to suppliers during the period.	x	
Contingency	General provision.		x

Annexe 3

CANADA
PROVINCE DE QUÉBEC
DISTRICT DE BEDFORD
COUR N° : 460-11-001918-104
BUREAU N° : 905521-1000001

COUR SUPÉRIEURE
Chambre commerciale

**DANS L'AFFAIRE DU PLAN D'ARRANGEMENT
PROPOSÉ DE :**

AAER INC., société constituée en vertu de la *Loi canadienne sur les sociétés par actions*, ayant son siège social au 80, boul. de l'Aéroport, Bromont, Québec, J2L 1S9

– et –

AAER USA INC., société constituée au Delaware, ayant une place d'affaires au 400 Westminister St., bureau 202, Providence, Rhode Island, États-Unis, 02903

– et –

WIND-SMART LLC, société constituée au Rhode Island, ayant une place d'affaires au 400 Westminister St., bureau 202, Providence, Rhode Island, États-Unis, 02903

Débitrices

– et –

SAMSON BÉLAÏR/DELOITTE & TOUCHE INC.

(Jean-François Nadon, CA, CIRP, responsable désigné), ayant une place d'affaires au 1, Place Ville Marie, bureau 3000, Montréal, Québec H3B 4T9

Contrôleur

**AFFIDAVIT
AVIS AUX CRÉANCIERS**


**[Procédure relative au processus de réclamation et
date limite de dépôt des preuves de réclamation fixée au 31 mai 2010 à 17 h (HAE)]**

Je, Isabelle Léveillé, demeurant en la ville de Saint-Hubert, dans la province de Québec, étant dûment assermentée, déclare :

1. QUE je suis à l'emploi de Samson Bélaïr/Deloitte & Touche Inc., le Contrôleur agissant dans l'affaire du plan d'arrangement et de réorganisation de AAER Inc., débitrice, en vertu de la *Loi sur les arrangements avec les créanciers des compagnies, L.R.C. 1985, c. C-3, en sa version modifiée*,
2. Que, le 12 mai 2010, conformément aux termes de l'Ordonnance Initiale, j'ai transmis par courriel au Bureau du Surintendant des faillites et j'ai adressé par courrier ordinaire au Tribunal, au fonctionnaire des personnes insolvable ainsi qu'à chaque créancier connu l'*Avis aux créanciers*;
3. Sont annexés à l'affidavit la copie dudit avis ainsi que la liste des créanciers à qui ledit avis a été posté.
4. QUE j'ai donné avis dans le journal *La Presse* pour une publication dans l'édition du mercredi le 12 mai 2010, conformément aux termes de l'Ordonnance Initiale (voir copie conforme ci-annexée).

Assermentée devant moi à Montréal,
ce 12 mai 2010.

ET J'AI SIGNÉ


Commissaire à l'assermentation




Isabelle Léveillé

CANADA
PROVINCE DE QUÉBEC
DISTRICT DE BEDFORD
COUR N° : 460-11-001918-104
BUREAU N° : 905521-1000002

COUR SUPÉRIEURE
Chambre commerciale

DANS L'AFFAIRE DU PLAN D'ARRANGEMENT PROPOSÉ DE : **AAER INC.**, société constituée en vertu de la *Loi canadienne sur les sociétés par actions*, ayant son siège social au 80, boul. de l'Aéroport, Bromont, Québec, J2L 1S9

– et –

AAER USA INC., société constituée au Delaware, ayant une place d'affaires au 400, rue Westminster, bureau 202, Providence, Rhode Island, États-Unis, 02903

– et –

WIND-SMART LLC, société constituée au Rhode Island, ayant une place d'affaires au 400, rue Westminster, bureau 202, Providence, Rhode Island, États-Unis, 02903

Débitrices

– et –

SAMSON BÉLAIR/DELOITTE & TOUCHE INC.
(Jean-François Nadon, CA, CIRP, responsable désigné), ayant une place d'affaires au 1, Place Ville Marie, bureau 3000, Montréal, Québec, H3B 4T9

Contrôleur

AVIS AUX CRÉANCIERS

[Procédure relative au processus de réclamation et
date limite de dépôt des preuves de réclamation fixée au 31 mai 2010 à 17 h (HAE)]

Le 8 avril 2010, AAER Inc., AAER USA Inc. et Wind-Smart LLC (collectivement « **AAER** » ou les « **Débitrices** ») ont intenté des procédures sous la supervision de la Cour supérieure du Québec et obtenu une protection contre leurs créanciers en vertu de la *Loi sur les arrangements avec les créanciers des compagnies*, L.R.C. 1985, c. C-36, en sa version modifiée (la « **LACC** »). Samson Bélair/Deloitte & Touche Inc. a été nommée contrôleur dans la procédure sous la supervision du tribunal (le « **Contrôleur** »).

Le 7 mai 2010, les Débitrices ont obtenu une ordonnance (l'« **Ordonnance relative au processus de réclamation** ») (laquelle est jointe au présent avis) autorisant notamment un processus dans le cadre duquel les créanciers pourront prouver a) une réclamation (« **Réclamation** », telle que définie à l'Ordonnance relative au processus de réclamation), soit tout droit de toute personne à l'encontre des Débitrices relativement à toute dette, responsabilité ou obligation quelconque due à cette personne, qu'ils soient liquidés, non liquidés, déterminés, éventuels, échus, non échus, contestés, non contestés, légaux, reconnus en equity, garantis, non garantis, présents, futurs, connus ou inconnus, incluant tout intérêt alors couru ou tous frais payables à leur égard au 8 avril 2010, et qu'un tel droit soit ou non exécutoire ou régressif par nature, sous forme de caution, sûreté ou autrement, y compris le droit ou la faculté de toute personne de produire une réclamation au titre d'une contribution ou d'une indemnité ou à quelque autre titre, à l'égard de toute question, action, cause ou « chose in action », existant actuellement ou prenant naissance à l'avenir, sur le fondement en totalité ou en partie de faits existant avant le 8 avril 2010, ou toute autre réclamation qui constituerait une réclamation prouvable en matière de faillite si les Débitrices étaient devenue faillies le 8 avril 2010 ou b) une réclamation reliée à la restructuration (une « **Réclamation reliée à la restructuration** »), telle que définie à l'Ordonnance relative au processus de réclamation), soit tout droit de toute personne à l'encontre des Débitrices relativement à toute dette, responsabilité ou obligation quelconque due à cette

.../2

personne et découlant de la restructuration, ou de la répudiation ou résiliation de tout contrat, bail, contrat d'emploi ou de toute autre entente, oral ou écrit, après le 8 avril 2010, incluant tout droit de toute personne qui a reçu un avis de répudiation ou de résiliation des Débitrices entre le 8 avril 2010 et le 31 mai 2010, ainsi que toute réclamation relative à une indemnité de cessation d'emploi ou à des vacances impayées de tout employé même s'il n'est plus à l'emploi des Débitrices et toute réclamation des autorités fiscales découlant, directement ou indirectement, de l'approbation du plan par les créanciers et de son homologation par la cour, incluant toute réclamation pour les taxes sur les produits et services et les taxes de ventes provinciales payables suivant une réduction et/ou règlement de dette des Débitrices.

Toute personne croyant avoir une Réclamation ou une Réclamation reliée à la restructuration contre les Débitrices doit déposer auprès du Contrôleur une preuve de réclamation dans la procédure en vertu de la LACC. Les preuves de réclamation pour les Réclamations et les Réclamations reliées à la restructuration contre les Débitrices doivent être parvenues au Contrôleur dont les coordonnées sont données ci-après **au plus tard à 17 h (heure avancée de l'Est) le 31 mai 2010** (la « **Date limite de dépôt des preuves de réclamation** »).

L'information concernant la procédure en vertu de la LACC se trouve sur le site Web du Contrôleur à l'adresse **<http://www.deloitte.com/ca/aaer-fr>**.

Les créanciers qui ont des questions ou qui ne peuvent télécharger un formulaire de preuve de réclamation à partir du site Web du Contrôleur doivent communiquer avec celui-ci aux coordonnées suivantes :

Samson Bélair/Deloitte & Touche Inc.
En sa capacité de Contrôleur de AAER Inc.
1, Place Ville Marie
Bureau 3000
Montréal QC H3B 4T9
Tél. : 514-393-5042
Télec. : 514-390-4103
Canada : 1-877-856-9043
Courriel : aaerinc@deloitte.ca

FAIT À MONTRÉAL, ce 12^e jour de mai 2010.

SAMSON BÉLAIR/DELOITTE & TOUCHE INC.
Contrôleur

<input type="checkbox"/>	O	_____
<input type="checkbox"/>	P	_____
<input type="checkbox"/>	G	_____

PREUVE DE RÉCLAMATION

(en vertu de la *Loi sur les arrangements avec les créanciers des compagnies*)

dans l'affaire du plan d'arrangement proposé de AAER INC., AAER USA INC. et WIND-SMART LLC

Nous vous prions de lire attentivement la feuille de renseignements ci-jointe avant de remplir cette preuve de réclamation.

A. Nom et adresse du créancier

(Le nom légal complet du créancier (le « Créancier ») devrait être le nom du créancier initial de l'une des débitrices susnommées, peu importe si une cession de la créance, ou une partie de celle-ci, est survenue avant ou après le 8 avril 2010.)

Nom légal complet du créancier (pas le cessionnaire) :	_____
À l'attention de (nom et titre) :	_____
Adresse :	_____ _____
Téléphone :	_____
Télécopieur :	_____
Courriel :	_____

B. Nom et adresse du cessionnaire (si applicable)

(Le nom légal complet du cessionnaire si la totalité ou une partie de la créance a été cédée. S'il y a plus d'un cessionnaire, veuillez annexer à cette réclamation une feuille contenant les informations requises.)

Nom légal complet du cessionnaire :	_____
À l'attention de (nom et titre) :	_____
Adresse :	_____ _____
Téléphone :	_____
Télécopieur :	_____
Courriel :	_____

C. Preuve de réclamation

JE, _____ (nom du créancier ou du représentant)
de _____ (ville et province)

CERTIFIE CE QUI SUIT :

- Je suis le créancier de l'une des débitrices susnommées (**ou** je suis) _____ (poste ou fonction)
de _____ (nom du créancier);
- Je suis au courant de toutes les circonstances entourant la réclamation visée par le présent formulaire ou la réclamation reliée à la restructuration visée au paragraphe suivant;
- Le créancier affirme sa réclamation contre _____ (nom de la débitrice
contre qui la réclamation ou la réclamation reliée à la restructuration est adressée);

4. La débitrice était, à la date de l'Ordonnance initiale, soit le 8 avril 2010, endettée envers le créancier et l'est toujours, pour la somme de :

a) Réclamation au montant de (<i>spécifier la devise</i>) :	_____	\$
b) Réclamation reliée à la restructuration au montant de (<i>spécifier la devise</i>) :	_____	\$
c) Réclamation totale au montant de (<i>spécifier la devise</i>) :	_____	\$

Veillez prendre note que les devises autres que le dollar canadien seront converties en dollars canadiens au 8 avril 2010 [1 \$ US = 1 \$ CA (taux de change de 0,9980); 0,75 € = 1 \$ CA (taux de change de 0,7470)].

D. Nature de la réclamation

- () A. RÉCLAMATION NON GARANTIE AU MONTANT DE _____ \$
En ce qui concerne cette créance, je ne détiens aucun avoir de la débitrice à titre de garantie et (**Cochez ce qui s'applique.**) :
() Pour le montant de _____ \$, je revendique le droit à un rang prioritaire en vertu de l'article 136 de la *Loi sur la faillite et l'insolvabilité* ou que je revendiquerais si cette réclamation avait été adressée en vertu de cette Loi. (**Indiquez sur une feuille annexée les renseignements à l'appui de la réclamation prioritaire.**)
() Pour le montant de _____ \$, je ne revendique pas de droit à un rang prioritaire.
- () B. RÉCLAMATION GARANTIE AU MONTANT DE _____ \$
En ce qui concerne la créance susmentionnée, je détiens des avoirs de la débitrice, à titre de garantie, dont la valeur estimative s'élève à _____ \$, et dont les détails sont annexés à la présente. (**Indiquez sur une feuille annexée les renseignements complets au sujet de la garantie, y compris la date à laquelle elle a été donnée et la valeur que vous lui attribuez, et annexez une copie des documents relatifs à la garantie.**)

E. Détail la réclamation ou de la réclamation reliée à la restructuration

Autres que ceux déjà énoncés précédemment, les détails de la réclamation totale et/ou de la réclamation reliée à la restructuration du soussigné sont annexés à la présente preuve de réclamation.

[Fournissez tous les détails des réclamations et les documents au soutien de celles-ci, incluant les montants (incluant les intérêts et autres frais), la description de la (des) transaction(s) ou entente(s) ayant donné lieu à la réclamation, le nom de tout garant ayant garanti la réclamation, le montant des factures, le détail de tous les crédits, rabais, etc. réclamés, la description de la garantie, s'il y a lieu, accordée par la débitrice au créancier et la valeur estimative d'une telle garantie, et le détail de toute réclamation reliée à la restructuration.]

F. Dépôt de la réclamation ou réclamation reliée à la restructuration

Toutes les preuves de réclamation doivent être reçues par le Contrôleur au plus tard le 31 mai 2010 à 17 h (heure avancée de l'Est), la « Date limite de dépôt des preuves de réclamation ».

En de très rares cas d'exception, le défaut de déposer votre preuve de réclamation à la Date limite de dépôt des preuves de réclamation, tel qu'il est ordonné par le Tribunal, fera en sorte que votre réclamation ou réclamation reliée à la restructuration sera exclue et qu'il vous sera interdit de faire valoir ou d'imposer votre réclamation ou réclamation reliée à la restructuration contre les débitrices.

Cette preuve de réclamation doit être transmise par courriel, télécopieur, la poste, courrier recommandé, messagerie ou en personne aux coordonnées suivantes :

Samson Bélair/Deloitte & Touche Inc.
En sa capacité de Contrôleur de AAER Inc.
1, Place Ville Marie
Bureau 3000
Montréal QC H3B 4T9
Tél. : 514-393-7115
Télec. : 514-390-4103
Canada : 1-877-856-9043
Courriel : aaerinc@deloitte.ca

Pour toute question, nous vous prions de communiquer avec le Contrôleur au **514-393-5042** ou par courriel à **aaerinc@deloitte.ca**

FAIT À _____, ce _____^e jour de _____ 2010.

(signature et nom du témoin)

(signature du créancier qui est une personne physique)

– ou –

(nom du créancier qui est une personne morale)

(signature et nom du témoin)

(signature, nom et poste ou fonction du représentant)

CANADA
PROVINCE DE QUÉBEC
DISTRICT DE BEDFORD
COUR N° : 460-11-001918-104
BUREAU N° : 905521-1000002

COUR SUPÉRIEURE
Chambre commerciale

**DANS L'AFFAIRE DU PLAN
D'ARRANGEMENT PROPOSÉ DE :**

AAER INC., société constituée en vertu de la *Loi canadienne sur les sociétés par actions*, ayant son siège social au 80, boul. de l'Aéroport, Bromont, Québec, J2L 1S9

– et –

AAER USA INC., société constituée au Delaware, ayant une place d'affaires au 400, rue Westminster, bureau 202, Providence, Rhode Island, États-Unis, 02903

– et –

WIND-SMART LLC, société constituée au Rhode Island, ayant une place d'affaires au 400, rue Westminster, bureau 202, Providence, Rhode Island, États-Unis, 02903

Débitrices

– et –

SAMSON BÉLAIR/DELOITTE & TOUCHE INC. (Jean-François Nadon, CA, CIRP, responsable désigné), ayant une place d'affaires au 1, Place Ville Marie, bureau 3000, Montréal, Québec, H3B 4T9

Contrôleur

**FEUILLE DE RENSEIGNEMENTS
RELATIVE AU FORMULAIRE DE PREUVE DE RÉCLAMATION**

La présente feuille de renseignements vise à aider les créanciers à remplir le formulaire de preuve de réclamation. Si vous avez d'autres questions sur la manière de remplir le formulaire de preuve de réclamation ou si vous voulez des exemplaires supplémentaires du formulaire de preuve de réclamation, veuillez consulter le site Web du Contrôleur à l'adresse <http://www.deloitte.com/ca/aaer-fr> ou communiquer avec le Contrôleur aux coordonnées mentionnées à la fin du présent document.

Veillez prendre note que le présent document n'est qu'un guide et qu'en cas de contradiction entre son contenu et les dispositions de l'Ordonnance relative au processus de réclamation en date du 5 mai 2010, ces dernières prévaudront. Les mots et les expressions utilisés dans le présent document sans y être définis doivent recevoir le sens qui leur est donné, le cas échéant, dans l'Ordonnance relative au processus de réclamation. Une copie de cette ordonnance se trouve sur le site Web du Contrôleur à l'adresse <http://www.deloitte.com/ca/aaer-fr>.

CRÉANCIERS

- Les créanciers doivent déposer un formulaire de preuve de réclamation distinct pour chaque Débitrice contre qui ils entendent faire valoir une réclamation.
- Les créanciers doivent inclure toutes les réclamations qu'ils font valoir contre l'une des Débitrices dans une seule et même preuve de réclamation.
- Le nom légal complet du créancier doit être indiqué à la **Partie A** de la preuve de réclamation de même que le nom sous lequel il fait affaire, s'il est différent.
- Si le créancier fait affaire sous un ou plusieurs autres noms, veuillez l'indiquer dans un feuillet distinct joint aux pièces justificatives.
- Si la créance a été cédée ou transférée à une autre partie, vous devez aussi remplir la **Partie B** de la preuve de réclamation.
- À moins que la créance n'ait été cédée ou transférée, toutes les communications, tous les avis, etc. concernant la réclamation seront par la suite transmis à l'adresse et à la personne-ressource indiquées à la **Partie A** de la preuve de réclamation.
- Certaines réclamations sont exclues du présent processus de réclamation. Les réclamations exclues sont définies dans l'Ordonnance relative au processus de réclamation et comprennent, sans toutefois s'y restreindre :
 - celles de créanciers ayant fourni ou devant fournir des services, des équipements, des produits ou des matériaux aux Débitrices après le 8 avril 2010;
 - celles de créanciers ayant avancé ou devant avancer des fonds aux Débitrices après le 8 avril 2010.

CESSIONNAIRE

- Si le créancier a cédé ou autrement transféré sa créance, il doit remplir la **Partie B** de la preuve de réclamation.
- Le nom légal complet du cessionnaire doit être fourni.
- Si le cessionnaire fait affaire sous un ou plusieurs autres noms, veuillez l'indiquer dans un feuillet distinct joint aux pièces justificatives.
- Les preuves de la cession doivent être fournies. Si le Contrôleur est d'avis qu'il y a eu cession ou transfert, toutes les communications, tous les avis, etc. concernant la réclamation seront par la suite transmis au cessionnaire à l'adresse et à la personne-ressource indiquées à la **Partie B** de la preuve de réclamation.

MONTANT DE LA RÉCLAMATION

- Indiquez le montant de la dette qu'avait et qu'a toujours la Débitrice envers le créancier.

Devise

- Le montant initial de la réclamation doit être indiqué dans la devise dans laquelle la réclamation était exprimée quand elle a pris naissance.

- Si la réclamation est exprimée dans plusieurs devises, inscrivez chaque montant de la réclamation exprimé dans une devise différente sur une ligne distincte. Si l'espace est insuffisant, joignez un feuillet séparé fournissant les renseignements requis.
- Le Contrôleur convertira en dollars canadiens les réclamations exprimées dans une autre devise à l'aide du taux de change à midi de la Banque du Canada du 8 avril 2010.

Réclamation garantie

- Cochez la case « Garantie » seulement si la réclamation inscrite à la ligne en question est garantie. Ne cochez pas la case si votre réclamation n'est pas garantie.
- Si la valeur de la garantie de votre réclamation est inférieure au montant de votre réclamation, inscrivez la différence sur une autre ligne à titre de réclamation non garantie.
- Les documents constatant la garantie que vous détenez doivent être soumis avec le formulaire de preuve de réclamation. Donnez tous les détails se rapportant à la garantie, dont sa nature, la date à laquelle elle a été consentie et la valeur que vous attribuez à la sûreté garantissant votre réclamation. Joignez une copie de tous les documents connexes relatifs à la sûreté. Veuillez noter que les réclamations commerciales ne sont généralement pas garanties.

Réclamation reliée à la restructuration

- Cochez cette case seulement si la réclamation, ou une portion de celle-ci est une « Réclamation reliée à la restructuration ».

DOCUMENTATION

- Joignez au formulaire de preuve de réclamation tous les détails de la réclamation, dont le montant, la description de la (des) transaction(s) ou de l'entente (des ententes) donnant lieu à la réclamation, le nom de la caution ayant cautionné la créance, le cas échéant, le montant des factures, les détails relatifs à l'ensemble des crédits, escomptes, etc. réclamés, la description de la garantie consentie, le cas échéant, au créancier par les Débitrices ou par l'un de leurs dirigeants ou administrateurs et la valeur estimative de la garantie en question et les détails de toute réclamation ultérieure. Joignez les pièces justificatives.

ATTESTATION

- La personne qui signe le formulaire de preuve de réclamation doit :
 - être le créancier ou son représentant autorisé;
 - avoir personnellement connaissance de toutes les circonstances entourant la réclamation en question.
- En signant et en soumettant la preuve de réclamation, le créancier fait valoir la réclamation contre la Débitrice.

DÉPÔT DE LA PREUVE DE RÉCLAMATION

- La preuve de réclamation doit parvenir au Contrôleur au plus tard à **17 h** (heure avancée de l'Est) **le 31 mai 2010**, par courriel, télécopie, la poste, courrier recommandé, messagerie ou en personne aux coordonnées suivantes :

Samson Bélair/Deloitte & Touche Inc.
En sa capacité de Contrôleur de AAER Inc.
1, Place Ville Marie
Bureau 3000
Montréal QC H3B 4T9
Tél. : 514-393-5042
Télec. : 514-390-4103
Canada : 1-877-856-9043
Courriel : aaerinc@deloitte.ca

À défaut de déposer votre preuve de réclamation de manière à ce qu'elle parvienne au Contrôleur au plus tard à 17 h à la date limite de dépôt des preuves de réclamation du 31 mai 2010, votre réclamation sera prescrite et vous ne pourrez plus faire valoir ou invoquer de réclamation contre les Débitrices. De plus, vous n'aurez droit à aucun autre avis, et vous n'aurez pas le droit de participer à ce processus à titre de créancier.

CANADA
PROVINCE OF QUEBEC
DISTRICT OF BEDFORD
COURT. No.: 460-11-001918-104
OFFICE No.: 905521-1000002

SUPERIOR COURT
Commercial Division

**IN THE MATTER OF THE PROPOSED PLAN
OF ARRANGEMENT OF:**

AAER INC., a legal person, duly incorporated according to the *Canada Business Corporations Act*, having its head office at 80 de l'Aéroport Blvd., Bromont, Quebec, J2L 1S9

– and –

AAER USA INC., a legal person, duly incorporated in Delaware, having a place of business at 400 Westminister St., Suite 202, Providence, Rhode Island, United States, 02903

– and –

WIND-SMART LLC, a legal person, duly incorporated in Rhode Island, having a place of business at 400 Westminister St., Suite 202, Providence, Rhode Island, United States, 02903

Debtors

– and –

SAMSON BÉLAIR/DELOITTE & TOUCHE INC.
(Jean-François Nadon, CA, CIRP, responsible), having a place of business at 1 Place Ville Marie, Suite 3000, Montreal, Quebec, H3B 4T9

Monitor

NOTICE TO CREDITORS
[The procedures relating to the claims process and
the Claims Bar Date to be set at 5:00 p.m. (EDT) on May 31, 2010]

On April 8, 2010, AAER Inc., AAER USA Inc. and Wind-Smart LLC (collectively “**AAER**” or the “**Debtors**”) commenced court-supervised proceedings in the Superior Court of Quebec (the “**Court**”) and obtained protection from its creditors under the *Companies’ Creditors Arrangement Act*, L.R.C. 1985, c. C-36, as amended (the “**CCAA**”). Samson Bélair/Deloitte & Touche Inc. was appointed monitor (the “**Monitor**”).

On May 7, 2010, the Debtors obtained an order (the “**Claims Process Order**”) (which is attached to this notice) authorizing notably a process for Creditors to prove (a) a claim (“**Claim**”, as defined in the Claims Process Order), that is to say any right of any Person against the Debtors in connection with any indebtedness, liability or obligation of any kind of Debtors owed to such person, whether liquidated or unliquidated, determined or contingent, mature or unmatured, disputed or undisputed, legal or equitable, secured or unsecured, present or future, known or unknown, including any interest accrued thereon or costs payable in respect thereof up to April 8, 2010, whether or not such right is executory or anticipatory in nature, whether a principal debt or a guarantee or a surety, including the right or ability of any Person to advance a claim for contribution or indemnity or otherwise with respect to any matter, action, cause or chose in action, whether existing at present or commenced in the future, which indebtedness, liability or obligation is based in whole or in part on facts existing prior April 8, 2010, or which would have been a claim provable in bankruptcy if the Debtors had become bankrupt or (b) a claim related to the restructuring of the Debtors (“**Restructuring Claim**”, as defined in the Claims Process Order), that is to say right of any Person against the Debtors in connection with any indebtedness, liability or obligation of any kind owed to such Person arising out of the restructuring of the Debtors, resiliation, repudiation or termination of any contract, lease, employment agreement or other agreement, whether written or oral, after April 8, 2010, including any claim of any Person who receives a notice of resiliation, repudiation or termination from the Debtors

.../2

between April 8, 2010 and May 31, 2010, as well as any claim for severance pay and unpaid vacation to any and all employees whenever terminated and any claim from the tax authorities resulting, directly or indirectly, from the acceptance of the Plan by the Creditors and its approval by the Court, including Goods and Services Tax and provincial sales taxes payable following a reduction and/or a settlement of the Debtors' debt.

Any person who believes having a Claim or a Restructuring Claim against the Debtors should file a Proof of Claim in the CCAA proceedings with the Monitor. Proofs of Claim for Claims and Restructuring Claims against the Debtors must be received by the Monitor at the coordinates below by no later than 5:00 p.m. (Eastern Daylight Time) on May 31, 2010 (the "Claims Bar Date").

Information regarding the CCAA proceedings and the claims process is available on the Monitor's Website at: <http://www.deloitte.com/ca/aaer>.

Creditors who have questions or are unable to download a Proof of Claim form from the Monitor's Website should contact the Monitor at the coordinates below:

Samson Bélair/Deloitte & Touche Inc.
In its capacity of Monitor of AAER Inc.
1 Place Ville Marie
Suite 3000
Montreal QC H3B 4T9
Tel.: 514-393-5042
Fax: 514-390-4103
Canada: 1-877-856-9043
E-mail: aaerinc@deloitte.ca

DATED AT MONTREAL, this 12th day of May, 2010.

SAMSON BÉLAIR/DELOITTE & TOUCHE INC.
Monitor

<input type="checkbox"/>	U	_____
<input type="checkbox"/>	P	_____
<input type="checkbox"/>	S	_____

PROOF OF CLAIM

(in accordance with the *Companies' Creditors Arrangement Act*)

in the matter of the proposed plan of arrangement of **AAER INC., AAER USA INC. and WIND-SMART LLC**

Please read carefully the attached instruction sheet prior to completing this proof of claim.

A. Name and address of the creditor

(The full legal name of the creditor (the "Creditor") should be the name of the original Creditor of one of the above-named Debtors, regardless of whether an assignment of a claim, or a portion thereof, has occurred prior to or following April 8, 2010.)

Full legal name of the Creditor (not the assignee):	_____
Attention (name and title):	_____
Address:	_____

Telephone:	_____
Fax:	_____
E-mail:	_____

B. Name and address of the assignee (if any)

(The full legal name of the assignee if the claim, in whole or a portion of it, has been assigned. If there is more than one assignee, please attach a separate sheet with the required information.)

Full legal name of the assignee :	_____
Attention (name and title):	_____
Address:	_____

Telephone:	_____
Fax:	_____
E-mail:	_____

C. Proof of claim

I, _____ (name of creditor or signing officer)
of _____ (city and province)

DO HEREBY CERTIFY:

1. That I am a creditor of one of the above-named debtors (**or that I am**) _____ (position or title)
of _____ (name of creditor or signing officer).
2. That I have knowledge of all the circumstances connected with the claim or Restructuring Claim referred to below.
3. That the Creditor asserts its claim against _____ (name of the Debtor
against whom the Claim or the Restructuring Claim is addressed).

4. That the Debtor, at the date of the Initial Order, on April 8, 2010, was and still is indebted to the Creditor in the sum of:

a)	Claim in the amount of (<i>indicate which currency</i>):	\$ _____
b)	Restructuring Claim in the amount of (<i>indicate which currency</i>):	\$ _____
c)	Total Claim in the amount of (<i>indicate which currency</i>):	\$ _____

Please take note that any currency other than the Canadian dollar will be converted in Canadian dollars as at April 8, 2010 [US\$1 = C\$1 (exchange rate of 0.9980); €0.75 = C\$1 (exchange rate of 0.7470)].

D. Nature of claim

- () A. UNSECURED CLAIM OF \$ _____.
That in respect of this debt, I do not hold any assets of the Debtor as security and (**Check appropriate description.**):
() Regarding the amount of \$ _____, I claim a right to a priority under section 136 of the *Bankruptcy and Insolvency Act* or would claim such priority if this proof of claim was being filed in accordance with that Act. (**Set out on an attached sheet the details to support priority claim.**)
() Regarding the amount of \$ _____, I do not claim a right to a priority;
- () B. SECURED CLAIM OF \$ _____.
That in respect of this debt, I hold assets of the Debtor valued at \$ _____ as security, particulars of which are attached. (**Set out on an attached sheet full particulars of the security, including the date on which the security was given and the value at which you assess the security, and attach a copy of the security documents.**)

E. Particular of claim or restructuring claim

Other than as already set out herein, the particulars of the undersigned's Total Claim and/or Restructuring Claim are attached.

[Provide all particulars of the claims and supporting documentation, including amount (including interest or other charges), description of transaction(s) or agreement(s) giving rise to the claims, name of any guarantor which has guaranteed the claims, and amounts of invoices, particulars of all claimed credits, discounts, etc., description of the security, if any, granted by the Debtor to the Creditor and estimated value of such security, and particulars of any restructuring claim.]

F. Filing of the claim or restructuring claim

All proofs of claims must be received by the Monitor no later than 5:00 p.m. (Eastern Daylight Time) on May 31, 2010, the "Claims Bar Date".

In rare cases of exception, failure to file your proof of claim as directed by the appropriate Claims Bar Date will result in your Claim or Restructuring Claim being barred and you will be prohibited from making or enforcing a Claim or Restructuring Claim against the Debtors.

This proof of claim must be delivered by e-mail, fax, mail, registered mail, courier or personal delivery to the following coordinates:

Samson Bélair/Deloitte & Touche Inc.
In its capacity of Monitor of AAER Inc.
1 Place Ville Marie
Suite 3000
Montreal QC H3B 4T9
Tel.: 514-393-7115
Fax: 514-390-4103
Canada: 1-877-856-9043
E-mail: aaerinc@deloitte.ca

If you have any question, please contact the Monitor at 514-393-5042 or by e-mail at aaerinc@deloitte.ca

DATED AT _____, this _____ day of _____ 2010.

_____	(signature and name of witness)	_____	(signature of creditor who is an individual)
		- or -	
		_____	(name of corporate creditor)
_____	(signature and name of witness)	_____	(signature, name and position or title of signing officer)

C A N A D A
PROVINCE OF QUEBEC
DISTRICT OF BEDFORD
COURT. No.: 460-11-001918-104
OFFICE No.: 905521-1000002

S U P E R I O R C O U R T
Commercial Division

**IN THE MATTER OF THE PROPOSED
PLAN OF ARRANGEMENT OF:**

AAER INC., a legal person, duly incorporated according to the *Canada Business Corporations Act*, having its head office at 80 de l'Aéroport Blvd., Bromont, Quebec, J2L 1S9

– and –

AAER USA INC., a legal person, duly incorporated in Delaware, having a place of business at 400 Westminster St., Suite 202, Providence, Rhode Island, United States, 02903

– and –

WIND-SMART LLC, a legal person, duly incorporated in Rhode Island, having a place of business at 400 Westminster St., Suite 202, Providence, Rhode Island, United States, 02903

Debtors

– and –

SAMSON BÉLAIR/DELOITTE & TOUCHE INC. (Jean-François Nadon, CA, CIRP, responsible), having a place of business at 1 Place Ville Marie, Suite 3000, Montreal, Quebec, H3B 4T9

Monitor

**INFORMATION SHEET
REGARDING THE PROOF OF CLAIM FORM**

This Information Sheet has been prepared to assist creditors in filling out the Proof of Claim form. If you have any additional questions regarding the completion of the Proof of Claim Form, or require additional copies of the Proof of Claim Form, please consult the Monitor's website at <http://www.deloitte.com/ca/aaer> or contact the Monitor to the coordinates indicated at the end of this document.

Please note that this document is only a guide and that, in the event of any inconsistency between the terms of this document and the terms of the Claims Process Order dated May 7, 2010, the terms of the Claims Process Order will govern. Capitalized terms not defined herein are as defined in the Claims Process Order. A copy of the Claims Process Order can be obtained from the Monitor's Website at <http://www.deloitte.com/ca/aaer>.

CREDITORS

- Creditors must file a separate Proof of Claim form for each Debtor against whom a claim is being asserted.
- Creditors shall include any and all claims it asserts against a single Debtor in a single Proof of Claim.
- The full legal name of the Creditor must be provided in **Part A** of the Proof of Claim along with its operating name, if different.
- If the Creditor operates under a different name, or names, please indicate this in a separate schedule in the supporting documentation.
- If the Claim has been assigned or transferred to another party, **Part B** of the Proof of Claim must also be completed.
- Unless the Claim is assigned or transferred, all future correspondence, notices, etc. regarding the Claim will be directed to the address and contact indicated in **Part A**.
- Certain Claims are excluded from this Claims Process. The Excluded Claims are as defined in the Claims Process Order and include, but are not limited to:
 - Those from Creditors who have supplied or shall supply services, utilities, goods or materials to the Debtors after April 8, 2010;
 - Those from Creditors who have or shall have advanced funds to the Debtors after April 8, 2010.

ASSIGNEE

- If the Creditor has assigned or otherwise transferred its Claim, then **Part B** of the Proof of Claim must be completed.
- The full legal name of the Assignee must be provided.
- If the Assignee operates under a different name, or names, please indicate this in a separate schedule in the supporting documentation.
- Evidence of the assignment must be provided. If the Monitor is satisfied that an assignment or transfer has occurred, all future correspondence, notices, etc. regarding the Claim will be directed to the Assignee at the address and contact indicated in **Part B**.

AMOUNT OF CLAIM

- Indicate the amount the Debtor was, and still is, indebted to the Creditor.

Currency

- The amount of the Claim must be provided in the type of currency in which it arose.

- If the Claim is denominated in multiple currencies, use a separate line to indicate the Claim amount in each of such currency. If there are insufficient lines to record these amounts, attach a separate schedule indicating the required information.
- Claims denominated in a currency other than Canadian dollars will be converted into Canadian dollars by the Monitor using the Bank of Canada noon exchange rate on April 8, 2010.

Secured Claim

- Check the “Secured” box only if the Claim recorded on that line is secured. Do not check this box if your Claim is unsecured.
- If the value of the collateral securing your Claim is less than the amount of your Claim, enter the shortfall portion on a separate line as an unsecured claim.
- Evidence supporting the security you hold must be submitted with the Proof of Claim form. Provide full particulars of the security, including its nature, the date on which the security was given and the value you attribute to the collateral securing your Claim. Attach a copy of all related security documents. Please note that trade claims are typically not secured.

Restructuring Claim

- Check this box only if the Claim, or a portion of this Claim is a “Restructuring Claim”.

DOCUMENTATION

- Attach to the Proof of Claim Form all particulars of the Claim, including amount, description of transaction(s) or agreement(s) giving rise to the Claim, name of any guarantor which has guaranteed the Claim, amount of invoices, particulars of all claimed credits, discounts, etc., description of the security, if any, granted by the Debtors or any officer or director to the Creditor and estimated value of such security, particulars of any Restructuring Claim and any other supporting documentation.

ATTESTATION

- The person signing the Proof of Claim form should:
 - be the Creditor, or an authorized representative of the Creditor;
 - have knowledge of all the circumstances connected with the Claim.
- By signing and submitting the Proof of Claim, the Creditor is asserting the Claim against the Debtor.

FILING OF THE PROOF OF CLAIM

- The Proof of Claim must be received by the Monitor by no later than **5:00 p.m.** (Eastern Daylight Time) on **May 31, 2010**. Proofs of Claim should be sent by way of electronic mail, fax, mail, registered mail, courier or personal delivery to the following coordinates:

Samson Bélair/Deloitte & Touche Inc.
In its capacity of Monitor of AAER Inc.
1 Place Ville Marie
Suite 3000
Montreal QC H3B 4T9
Tel.: 514-393-5042
Fax: 514-390-4103
Canada: 1-877-856-9043
E-mail: aaerinc@deloitte.ca

Failure to file your Proof of Claim so that it is received by the Monitor by 5:00 p.m. (Eastern Daylight Time), on the Claims Bar Date of May 31, 2010 will result in your Claim being barred and you will be prevented from making or enforcing a Claim against the Debtors. In addition, you shall not be entitled to further notices, and shall not be entitled to participate as a creditor in this process.

SUPERIOR COURT

COMMERCIAL DIVISION

(Sitting as a court designated pursuant to the
Companies Creditors Arrangement Act)

CANADA
PROVINCE OF QUÉBEC
DISTRICT OF BEDFORD

N°: 460-11-001918-104

Date: May 7, 2010

In the presence of: Honourable Gaétan Dumas, J.S.C.

IN THE MATTER OF THE COMPROMISE OR ARRANGEMENT OF:

AAER INC.

-and-

AAER USA INC.

-and-

WIND-SMART LLC

Debtors/Petitioners

-and-

SAMSON BÉLAIR / DELOITTE & TOUCHE INC.

Monitor

ORDER

(Motion for a first extension of the Initial Order and to establish the
procedures relating to the claims process and the creditors' meeting)

SEEING AAER INC., AAER USA INC. and WIND-SMART LLC (the "Petitioners")
Motion for a first extension of the Initial Order and to establish the procedures relating
to the claims process and the creditors' meeting pursuant to the *Companies' Creditors
Arrangement Act*, R.S.C. 1985, C-36 (the "**Motion**"), the affidavit of Éric Phaneuf filed
in support thereof, the Monitor's report, and the submissions of counsels present at
the hearing;

WHEREFORE, THE COURT:

- [1] **GRANTS** the Motion for extension of the Initial Order and to establish the procedures relating to the Claims Process and the creditors' meeting (the "**Motion**") and the remedies and release sought by the Petitioners therein.

I. SERVICE

- [2] **DECLARES** that the time for service of the Motion is hereby abridged such that the Motion is properly presentable.
- [3] **DECLARES** that the service of the Motion constitutes good and sufficient service on all persons and further **DECLARES** that the Petitioners are relieved of any other requirements for service of the Motion;

II. AUTHORIZATION OF THE FILING OF THE JOINT PLAN OF ARRANGEMENT

- [4] **TAKES NOTICE** of the Petitioners' intention to file a joint plan of arrangement to all of their creditors (the "**Plan**") and **AUTHORIZES** the filing of the plan.

III. EXTENSION OF THE STAY TERMINATION DATE

- [5] **ORDERS** that the Stay Period ("*Période de suspension*") as defined in the Initial Order shall be extended for a period of 26 days, up to and including June 2, 2010.
- [6] **DECLARES** that the Initial Order shall be otherwise unchanged.

IV. CLAIMS PROCESS AND CREDITORS' MEETING**DEFINITIONS**

- [7] **DECLARES** that the following terms in this Order shall, unless otherwise indicated, have the following meanings:
- (a) "**BIA**" means the *Bankruptcy and Insolvency Act*, R.S.C. 1985, c. B-3, as amended;
 - (b) "**Business Day**" means a day other than a Saturday, a Sunday, or a non-judicial day (as defined in article 6 of the *Code of Civil Procedure*, R.S.Q., c. C-25, as amended);;
 - (c) "**CCAA**" means the *Companies Creditors Arrangement Act*, R.S.C. 1985, c. C-36, as amended;

- (d) **“CCAA Proceedings”** means the current proceedings in respect of the Petitioners under the CCAA;
- (e) **“Chair”** is defined in paragraph [21] hereunder;
- (f) **“Claim”** means any right of any Person against the Petitioners in connection with any indebtedness, liability or obligation of any kind of Petitioners owed to such person, whether liquidated or unliquidated, determined or contingent, mature or unmatured, disputed or undisputed, legal or equitable, secured or unsecured, present or future, known or unknown, including any interest accrued thereon or costs payable in respect thereof up to the Determination Date, whether or not such right is executory or anticipatory in nature, whether a principal debt or a guarantee or a surety, including the right or ability of any Person to advance a claim for contribution or indemnity or otherwise with respect to any matter, action, cause or chose in action, whether existing at present or commenced in the future, which indebtedness, liability or obligation is based in whole or in part on facts existing prior to the Determination Date, or which would have been a claim provable in bankruptcy if the Petitioners had become bankrupt on the Determination Date, and, without limitation, shall include (i) any Unaffected Claim, and (ii) any Restructuring Claim, provided however that in no case shall an Excluded Claim be a “Claim”;
- (g) **“Claims Bar Date”** means 5:00 p.m. (Eastern Standard time) on May 31, 2010;
- (h) **“Claims Process Order”** means this Order;
- (i) **“Court”** means the Superior Court of Québec (Commercial Division);
- (j) **“Creditor”** means any Person having a Claim and may, where the context requires, include an assignee or a trustee, interim receiver, receiver, receiver/manager or other Person in right of such Person, and includes a Known Creditor, provided however that in no case shall an Excluded Creditor be a “Creditor” in respect of an Excluded Claim;
- (k) **“Creditors Information Package”** means the information package for Creditors, including a Proof of Claim form and an instructions letter explaining how to complete the form, a copy of the Claims Process Order and a notice of claims procedure, being substantially in the form of *Schedule A* hereto, which is hereby approved;
- (l) **“Creditors List”** means a list of all Known Creditors;

- (m) “**Creditors’ Meeting**” means all meetings of Creditors to be convened for the purposes of voting on the Plan and any adjournment thereof;
- (n) “**Designated Newspaper**” means *La Presse*;
- (o) “**Determination Date**” means April 8, 2010;
- (p) “**Excluded Claim**” means any claim that cannot be compromised under the terms of the CCAA and any right of any Person against the Petitioners in connection with any indebtedness, liability or obligation of any kind that came into existence after the Determination Date (except for Restructuring Claims) and any interest thereon, including any obligation of the Petitioners toward creditors who have supplied or shall supply services, utilities, goods or materials or who have or shall have advanced funds to the Petitioners after the Determination Date, but only to the extent of their claims in respect of the supply of such services, utilities, goods, materials or funds after the Determination Date and to the extent that such claims are not otherwise affected by the Plan;
- (q) “**Excluded Creditor**” means a Person having an Excluded Claim, but only in respect of such Excluded Claim and only to the extent that the Plan does not otherwise affect said Person;
- (r) “**Initial Order**” means the order of the Court in the CCAA Proceedings made on April 8, 2010;
- (s) “**Known Creditor**” means a Creditor whose Claim is included in the Petitioners’ books and records, any Creditor whose claim is acknowledged by the Petitioners, and any Creditor whose Claim becomes known to the Monitor;
- (t) “**Meeting Materials**” is defined in paragraph [13] hereunder;
- (u) “**Monitor**” means Samson Bélair / Deloitte & Touche Inc., in its capacity as monitor appointed pursuant to the Initial Order;
- (v) “**Newspaper Notice**” means the notice of this Order to be published in the Designated Newspaper in accordance with paragraph [9], which shall set out the Claims Bar Date, being substantially in the form of *Schedule A* hereto, which is hereby approved;
- (w) “**Notice of Revision or Disallowance**” means the notice referred to in subparagraph [12](a) hereof, advising a Creditor that the Monitor has revised or disallowed all or part of such Creditor’s Claim set out in its

Proof of Claim and setting out the reasons for such revision or disallowance;

- (x) **"Notice of Creditors' Meeting"** is defined in subparagraph [13](a);
- (y) **"Person"** means any individual, corporation, limited or unlimited liability company, general or limited partnership, association, trust, unincorporated organization, joint venture, government body or agency, or any other entity;
- (z) **"Petitioners"** means, collectively, AAER Inc., AAER USA Inc. and Wind Smart LLC;
- (aa) **"Plan"** means a joint plan of compromise or arrangement filed or to be filed by the Petitioners pursuant to the CCAA, as such plan may be amended or supplemented from time to time by the Petitioners only;
- (bb) **"Proof of Claim"** means the Proof of Claim form referred to in paragraphs [11], [12] and [13] hereof, being substantially in the form of *Schedule B* hereto, which is hereby approved;
- (cc) **"Proven Claim"** means the amount of any Claim of any Creditor as of the Determination Date, determined in accordance with the provisions of the CCAA and this Order, and proven by delivering a Proof of Claim to the Monitor;
- (dd) **"Restructuring Claim"** means any right of any Person against the Petitioners in connection with any indebtedness, liability or obligation of any kind owed to such Person arising out of the restructuring of the Petitioners, or the disclaimer, rescission, repudiation or termination of any contract, lease, employment agreement or other agreement, whether written or oral, including any claim of any Person who receives a notice of disclaimer, rescission, repudiation or termination from the Petitioners, any claim for severance pay and unpaid vacation to any and all employees whenever terminated and any claim from the tax authorities resulting, directly or indirectly, from the acceptance of the Plan by the Creditors and its approval by the Court, including Goods and Services Tax and provincial sales taxes payable following a reduction and/or a settlement of the Petitioners' debt and, provided however that in no case shall an Excluded Claim be a Restructuring Claim;
- (ee) **"Unaffected Claim"** shall have the meaning ascribed to such term in the Plan;

- (ff) **"Voting Claim"** of a Creditor means the Proven Claim of the Creditor unless the Proven Claim of the Creditor is not finally determined at the time of the Creditors' Meeting, in which case it means the Claim of the Creditor which is accepted for voting purposes in accordance with the provisions of this Order, the Plan and the CCAA;
- (gg) **"Website"** means the website of the Monitor relating to the CCAA Proceedings located at the address: www.deloitte.com/ca/aaer.

CLAIMS PROCEDURE

- [8] **ORDERS** that, on May 12, 2010 at the latest, the Monitor shall send by ordinary mail, postage prepaid, a copy of the Creditors Information Package to each Known Creditor or to any Person claiming to be a Creditor and requesting a copy of the Creditors Information Package, as soon as practicable following receipt of such request;
- [9] **ORDERS** that, on May 12, 2010 at the latest, the form of Newspaper Notice, which is hereby approved, shall be published by the Monitor in the Designated Newspaper;
- [10] **ORDERS** that, on May 12, 2010 at the latest, the Monitor shall publish a copy of the Creditors Information Package on the Website;
- [11] **ORDERS** that, unless otherwise authorized by this Court, a Creditor who does not file a Proof of Claim by the Claims Bar Date shall not be entitled to any further notice, shall not be entitled to participate as a Creditor in these proceedings, shall not be entitled to vote on any matter in these CCAA Proceedings, including the Plan, shall be forever barred from asserting or enforcing any Claim against the Petitioners, which Claim shall be forever extinguished and shall not receive any distribution under the Plan;
- [12] **ORDERS** that the following procedure shall apply with respect to all Proofs of Claim received by the Monitor before the Claims Bar Date:
- (a) the Monitor, together with the Petitioners, shall review the Proof of Claim to determine the amount of the Proven Claim for voting and distribution purposes. Where applicable, the Monitor shall send the Creditor a Notice of Revision or Disallowance by mail, fax or courier or by e-mail or other means of electronic communication;
 - (b) a Creditor who receives a Notice of Revision or Disallowance and wishes to dispute it shall, within ten (10) days of the receipt of Notice of Revision or Disallowance, file a motion with this Court appealing

said Notice of Revision or Disallowance, and serve a copy of such motion to the Petitioners, the Monitor and their respective attorneys;

- (c) unless otherwise authorized by this Court, if the Creditor does not file a motion appealing a Notice of Revision or Disallowance within the delay provided for above, such Creditor shall be deemed to have accepted the value of its Proven Claim as set out in the Notice of Revision or Disallowance; and
- (d) if the Creditor appeals the Notice of Revision or Disallowance, or where the Claim has not been finally determined prior to the date of any Creditor's Meeting, the Monitor, in conjunction with the Petitioners, will, if possible at this moment, determine the amount of the Voting Claim;

NOTICE OF CREDITORS' MEETING

[13] **ORDERS** that, as soon as practicable, but no later than May 21, 2010, the Monitor shall send to each Creditor, by ordinary mail, courier, facsimile or email at the address appearing on each Creditor's Proof of Claim or such other address subsequently provided by a Creditor to the Monitor and publish on the Website, the following documents (collectively, the "**Meeting Materials**"):

- (a) a notice of the Creditors' Meeting, substantially in the form attached hereto as *Schedule C*, which is hereby approved (the "**Notice of Creditors' Meeting**");
- (b) the Plan; and
- (c) a copy of the proxy form and the voting form substantially in the form attached hereto as *Schedule D*, which is hereby approved;

[14] **ORDERS** that the publication and the mailing of the Meeting Materials in accordance with paragraph [13] hereof, shall constitute good and sufficient service of the Meeting Materials on all Persons who may be entitled to receive them, or who may wish to be present in person or by proxy at the Creditors' Meeting, or who may wish to receive notice or copy of or appear in these proceedings, and no other form of notice or service need be made on such Persons, and no other document or material need be served on such Persons in respect of these proceedings;

CREDITORS' MEETING

- [15] **ORDERS** that the Petitioners are hereby authorized to call, hold and conduct the Creditors' Meeting on June 1, 2010, in Bromont, Quebec for the purpose of considering and, if deemed advisable, approving the Plan, unless the Petitioners or the Creditors decide by resolution carried by the majority of votes (one vote for each dollar of every Voting Claim) to postpone the Creditors' Meeting;
- [16] **ORDERS** that the only Persons entitled to attend and participate in the Creditors' Meeting are Creditors with Voting Claims and their proxy holders, representatives of the Petitioners and members of the boards of directors, representatives of the Monitor, the Chair, and their respective legal and financial advisors, any other Person being admitted to the Creditors' Meeting only on invitation of the Chair;
- [17] **ORDERS** that the quorum required at the Creditors' Meeting shall be one Creditor present at such meeting in person or by proxy, and that if the requisite quorum is not met at the creditors' meeting, the Creditors' Meeting shall be adjourned by the Chair to such time and place as the Chair deems necessary or desirable;
- [18] **ORDERS** that the only Persons entitled to vote at the Creditors' Meeting shall be Creditors with Voting Claims and their proxy holders, each Creditor with a Voting Claim being entitled to a number of votes equal to the value in dollars of its Voting Claim(s) as determined in accordance with this Order, which Voting Claim(s) shall not include fractional numbers and shall be rounded down to the nearest Canadian dollar;
- [19] **ORDERS** that any proxy that any Creditor wishes to submit in respect of the Creditors' Meeting (or any adjournment thereof) must be substantially in the form attached hereto as *Schedule D* (or in such other form acceptable to the Monitor or the Chair) and be received by the Monitor before the beginning of the Creditors' Meeting;
- [20] **ORDERS** that the results of any and all votes conducted at the Creditors' Meeting shall be binding on all Creditors, whether or not any such Creditor is present or votes at the Creditors' Meeting;
- [21] **ORDERS** that the Monitor shall preside as the chair of the Creditors' Meeting (the "**Chair**") and, subject to any further order of this Court, shall decide all matters relating to the conduct of the Creditors' Meeting subject to the right of the Petitioners and any Creditor to appeal to this Court from any decision of the Chair of any such decision on or before the date of the sanction hearing to

seek the approval of the Plan, provided that an objection is lodged with the Chair at the Creditors' Meeting;

- [22] **ORDERS** that, at the Creditors' Meeting, the Chair is authorized to direct a vote with respect to the Plan, and any amendments thereto as the Petitioners and the Monitor may consider appropriate;
- [23] **ORDERS** that the Chair is authorized to adjourn the Creditors' Meeting on one or more occasions to such time(s), date(s) and place(s) as the Chair deems necessary or desirable (without the need to first convene the Creditors' Meeting for the purpose of any adjournment);
- [24] **ORDERS** that the Monitor shall appoint a secretary at the Creditors' Meeting, and may appoint scrutineers to take attendance, to determine quorum, and to supervise and tabulate votes cast at the Creditors' Meeting;
- [25] **ORDERS** that the Monitor shall supervise and certify the tabulation of votes cast at the Creditors' Meeting, and shall report to the Court at the sanction hearing as to the effect, if any, of the Monitor's determination of Creditors' Voting Claims pursuant to subparagraph [12](d) hereof on the outcome of the vote held at the Creditors' Meeting;

EVIDENCE THAT CLAIM WAS PAID

- [26] **ORDERS** that, should the Monitor receive evidence satisfactory to it that the Claim of a Creditor was paid in part or in full by the Petitioners or other party prior to the Determination Date, such Claim shall be reduced or deleted, for the purposes of distributions under the Plan;

NOTICES AND COMMUNICATIONS

- [27] **ORDERS** that any notice or other communication to be given under this Order by a Creditor to the Monitor or the Petitioners shall be in writing in substantially the form, if any, provided for in this Order and will be sufficiently given only if given by mail, fax, courier or other means of electronic communication addressed to:

Monitor: **Samson/Bélair Deloitte & Touche Inc.**
Attention: Jean-François Nadon
Fax: 514 390-4103
Email: jnadon@deloitte.ca

Monitor' counsel: **Fasken Martineau Dumoulin LLP**
Attention: Luc Béliveau and Luc Morin
Fax: 514 397-4336
Email: lbeliveau@fasken.com

Petitioners: **McCarthy Tétrault LLP**
Attention: Alain N. Tardif and Jocelyn Perreault
Fax: 514 875-6246
Email: atardif@mccarthy.ca
jperreault@mccarthy.ca

- [28] **ORDERS** that any document sent by the Monitor pursuant to this Order may be sent by ordinary mail, registered mail, courier, fax, or e-mail, and Creditors shall be deemed to have received any document sent pursuant to this Order two (2) Business Days after the document is sent by mail and one (1) Business Day after the document is sent by courier, fax or e-mail, provided however that documents shall not be sent by ordinary or registered mail during a postal strike or work stoppage of general application;

V. AID AND ASSISTANCE OF OTHER COURTS

- [29] **REQUESTS** the aid and recognition of any court or any judicial, regulatory or administrative body in any province or territory of Canada and any judicial, regulatory or administrative tribunal or other court constituted pursuant to the Parliament of Canada or the legislature of any province or any court or any judicial, regulatory or administrative body of the United States and of any other nation or state to act in aid of and to be complementary to this Court in carrying out the terms of this Order;

VI. GENERAL

- [30] **ORDERS** that the Monitor shall use reasonable discretion as to the adequacy of completion and execution of any document completed and executed pursuant to this Order and, where the Monitor is satisfied that any matter to be proven under this Order has been adequately proven, the Monitor may waive strict compliance with the requirements of this Order as to the completion and execution of documents;

- [31] **ORDERS** that references in this Order to the singular include the plural, to the plural include the singular and to any gender include the other gender;
- [32] **ORDERS** that the Monitor may apply to this Court for advice and direction in connection with the discharge or variation of its powers and duties under this Order;
- [33] **ORDERS** that for the purposes of this Order, all Claims that are denominated in a foreign currency shall be converted to Canadian dollars at the nominal noon exchange rate of the Bank of Canada on the Determination Date;
- [34] **DECLARES** that this Order shall have full force and effect in all of the provinces and territories in Canada;
- [35] **ORDERS** the provisional execution of this Order notwithstanding any appeal and without the necessity of furnishing any security;
- [36] **THE WHOLE** without costs.

Copie certifiée conforme

Monique Hébert

Gyffere adjointe Cour Supérieure


Honourable Gaétan Dumas, J.S.C.

Leveille, Isabelle (CA - Montreal)

From: Leveille, Isabelle (CA - Montreal)
Sent: Wednesday, May 12, 2010 4:16 PM
To: 'ccaa_lacc@ic.gc.ca'
Cc: Nadon, Jean-Francois (CA - Montreal); Wizman, Igal (CA - Montreal); Langlois, Suzanne (CA - Montreal)
Subject: AAER INC., AAER USA INC. et WIND-SMART LLC

Votre dossier : 0000031-2010-QC

Nous vous transmettons les versions française et anglaise de l'avis qui a été transmis aux créanciers aujourd'hui même concernant la procédure relative au processus de réclamation et la date limite de dépôt des preuves de réclamation ainsi que la copie de l'ordonnance.



Avis Creanciers
Processus Recl...



Preuve de
reclamation.pdf



Feuille_Renseigne
ments_créanci...



ca_en_insolv_AAE
R_OrderExtensi...



NoticeCreditors_C
laimProcess_A...



POC_AAER_Englis
h_ML.pdf



InformationSheet
AAER_ML.pdf

Meilleures salutations.

Isabelle Léveillé

Adjointe administrative
Conseils financiers
Samson Bélair/Deloitte & Touche

Ligne directe : 514-393-5953
Ligne principale : 514-393-7115
Télécopieur : 514-390-4103
ileveille@deloitte.ca
www.deloitte.ca

1, Place Ville Marie
Bureau 3000
Montréal QC H3B 4T9
Canada

Tracking:

Recipient

'ccaa_lacc@ic.gc.ca'

Nadon, Jean-Francois (CA - Montreal)

Wizman, Igal (CA - Montreal)

Langlois, Suzanne (CA - Montreal)

Delivery

Delivered: 5/12/2010 4:17 PM

Delivered: 5/12/2010 4:17 PM

Delivered: 5/12/2010 4:17 PM

Read

Read: 5/12/2010 4:20 PM

Creditor Mailing List

May 12, 2010

In the matter of the proposed plan of arrangement of
 AAER INC., a legal person, duly incorporated according to the Canada Business Corporations Act,
 having its head office at 80 de l'Aéroport Blvd., Bromont, Quebec, J2L 1S9
 and AAER USA INC., a legal person, duly incorporated in Delaware,
 and WIND-SMART LLC, a legal person duly incorporated in Rhode Island, ,
 both having a place of business at 400 Westminster St., Suite 202, Providence, Rhode Island, United States, 02903

Creditor Type	Name	Attention	Address
1	Secured	Finexcorp	Édifice Le Delta 1, 2875 boul. Laurier, bureau 1350Sainte-Foy QC G1V 2M2
2		GE Capital Solutions	123 Front Street West, 16th FloorToronto QC M5J 2M2
3		GMAC / Charland Chevrolet Cadillac Ltée	595 boul. BoivinGranby QC J2G 2M1
4		GMAC / Gravel Chevrolet Ltée	5900 Marie-VictorinBrossard QC J3W 1A4
5		GMAC / Gravel Pontiac Buick	1000, boul. René-Levesquell-des-Soeurs QC H3E 1H5
6		Investissement Québec	Direction des créances spéciales393 rue St-Jacques, bureau 500Montréal QC H2Y 1N9
7		ROYNAT Inc.	970 - 100 boul. Alexis-NihonSt-Laurent QC H4M 2P5
8	Unsecured	*Baltic Providence	2180 Mendon Road, suite 11 Cumberland RI 2864 USA
9		*Cox Communications	P.O. Box 182318 Columbus OH 43218-2318 USA
10		*CT Corporation System	PO Box 4349 New York NY 10011 USA
11		*DHL Express	236 Wendall H. Ford blvd. Erlanger KY 41018 USA
12		*Graphic Innovation	67 Cedar Street Providence RI 2903 USA
13		*Maine Drilling & Blasting	PO Box 1140423 Brunswick Road Gardiner ME 4345 USA
14		*Ryan Electric	100 Minnesota Ave. Warwick RI 2888 USA
15		*The Hartford	PO Box 2907 Hartford CT 06104-2907 USA
16		*The LJ Companies	522 Jefferson Blvd. Warwick RI 2886 USA
17		ABB	2117, 3e Avenue Lachine QC H8T 3L8
18		ABF Freight System inc.	15 Strathearn Ave. Brampton ON L6T 4P1
19		Accessoires de Soudure Granby Inc.	691 rue Cowie Granby QC J2G 3X5
20		Accetis International	1155 University, 10e etage, Suite 1012 Montreal QC H3B 3A7
21		Accord exposition	19000 Trans-Canada Baie d'Urfé QC H9X 3S4
22		Acier A. Ménard & Fils Inc.	114, Ménard St-Alphonse QC J0E 2A0
23		Acklands Grainger	PO Box 2970 Winnipeg MB R3C 4B5
24		Adecco Granby	740 rue Principale, bureau 105 Granby QC J2J 2Y4
25		Adecco Services de RH Ltée	350 Charest Est, bureau 100 Québec QC G1K 3H3
26		Agence de Revenu du Canada (SFI)	3250 boulevard Lapinière Brossard QC J4Z 3T8
27		Agence du Revenu du Canada (DAS)	305 bd René-Lévesques Ouest, 2e étage Montréal QC H2Z 1A6
28		Agence du Revenu du Canada (IMPÔT)	3400 avenue Jean-Béard Laval QC H7T 2Z2
29		American Express	P.O. Box 2000West Hill ON M1E 5H4
30		AMP Moll Consulting	Mr. Helmut W. Moll, Kolberger Strasse 42 Bonn D-53175 GERMANY
31		AMSC Windtec GmbH	Schleppeplatz 5 Klagenfurt A-9020 AUSTRIA
32		Anixter Canada Inc.	3000 Louis-A.-Amos Lachine QC H8T 3P8
33		Aon Parizeau	700, rue De La Gauchetière Ouest, bureau 1600 Montréal QC H3B 0A4
34		Aon Reed Stenhouse	Jane Henry 20 Bay Street, 24th Floor Toronto ON J5J 2N9
35		Apex Alternative Access	164 S. Coeur d'Alene St. - Unit C303 Spokane WA 99201 USA
36		Applied Engineering Concepts	1105 N. Allen Ave. Pasadena CA 91104-3207 USA
37		AQME	934 rue Ste-Catherine Est, bureau 220 Montreal QC H2L 2E9
38		ASFETM	3565 rue Jarry Est, bureau 202 Montréal QC H1Z 4K6
39		August Friedberg GmgH	Achternbergstrasse 38 a Gelsenkirchen D-45884 GERMANY
40		Auto Parts Plus	17 boul. Ste-Anne Est Ste-Annes des Monts QC G4V 1M4
41		Automation Plus Inc.	1670 Fleury Est Montréal QC H2C 1S8
42		Automation Plus Inc.	a/s Me Mark Savard Centre Légal Fleury 1670 rue Fleury Est Québec QC H2C 1S8
43		Avance Services Réseaux	2075 rue University, Suite 1700 Montréal QC H3A 2L1
44		Avenue Industrial Supply Co. Ltd	331 Alden Road, Unit 2 Markham ON L3R 3L4
45		B.T. Equipment Company	795 Plymouth Street Holbrook 2343 MA USA
46		Barrister & Solicitors	1158 Klondike Road Ottawa ON K2W 1C4
47		BASF Canada / USD	100 Milverton Drive, 5th Floor Mississauga ON L5R 4H1
48		BBA INC.	375, boul. Sir-Wilfrid-Laurier Mont Saint-Hilaire QC J3H 6C3
49		BC Sustainable Energy Association	5-4217 Glanford Avenue Victoria BC V8Z 4B9
50		Beauchemin Melanie	301 Emery, app.201B Montreal QC H2X 1J2
51		Beaulieu Décor D'Astous & Freres	346 avenue Léonidada Rimouski QC G5L 2V4
52		Bell Canada	C.P. 8712, Succ. Centre-ville Montréal QC H3C 3P6
53		Bell Conferences Inc.	10 Four Seasons Place, 10th floor Toronto ON M9B 6H7
54		Bentley Systems inc.	685 Stockton Drive Exton PA 19341 USA
55		Berry Appleman & Leiden LLP	353 Sacramento St., Suite 1300 San Francisco CA 94111 USA
56		BGL Brokerage LTD	300 Rue St-Sacrement Suite 123 Montréal QC H2Y 1X4 CA
57		BGL Brokerage LTD	300 Rue St-Sacrement Suite 123 Montréal QC H2Y 1X4 CA
58		Black Diamond Engineered Products	2408 Perth Road, Unit CKingston ON K0H 1S0
59		Blake,Cassels & Graydon	600, boul. de Maisonneuve Ouest, bureau 2200 Montréal QC H3A 3J2
60		Bleu Atlantique	2875 boul. Laurier, bureau 1350, Edifice Le Delta 1, Québec QC G1V 2M2
61		Boivert Serge	919 rue Des Boutons d'Or Sherbrooke QC J1R 0C9
62		Bonfiglioli	2-7941 Jane Street Concord ON L4K 4L6
63		Bordeaux bureaux Services	Rue R.-Caumont, Immeuble P, Les bureaux du Lac 2, 33049 Bordeaux Ced France
64		Borden Ladner Gervais, LLP	1000 De La Gauchetière Ouest, bureau 900Montréal QC H3B 5H4
65		Boudaux Samuel	1546 St-Antoine Ouest Montreal QC H3C 1C4
66		Bouffard Sanitaire	75 rue Savard, C.P. 114 Matane QC G4W 3M9
67		Bougie Bernard	11811 Marie-Anne-Lavallée Montreal QC H3M 3E9
68		Boulons de L'estrie	3955, rue Lesage Sherbrooke QC J1L 2Z9
69		Bowne	60 Gervais Drive Toronto ON M3C 1Z3
70		Bridgewater Events Limited	305 Madison Avenue, Suite 449 New York NY USA
71		Broadridge	5970 Chedworth Way Mississauga ON L5R 4G5
72		Brodeur Marine	208 Des Alouettes, RR1 St-Alphonse QC J0E 2A0
73		Busch Vacuum Technics Inc.	1740, Lionel-Bertrand Boisbriand QC J7H 1N7
74		Bushnell & Drye, LLC	One Lakeside Commons 990 Hammond Drive, Suite 200B, Atlanta GA 30328 USA
75		CAB Inc.	5411 Cole Road Buford GA 30518 USA
76		Cabinet Conseil François Brunet,CA	630 boul. René Lévesque Ouest, bureau 2895 Montréal QC H3B 1S6
77		Café des Cantons	124 rue Martin, bureau 6, Granby QC J2G 8B3
78		Canam Steel Corp	386 River Road Claremont NH 3743 USA
79		Can-Ex Conseil	169, rue Sussex Dollard-des-Ormeaux QC H9G 2L5
80		Can-Ex Conseil	a/s Me Claire Chantal Perez 1434 rue Ste-Catherine Ouest, 2e étage, Montréal QC H3G 1R4
81		Cannacord Capital Corp.	1010 Sherbrooke Ouest, bureau 1100 Montréal QC H3A 2R7
82		Canoe inc.	800, rue du Square Victoria, mezzanine, bureau 5, C.P. 330, Montréal QC H4Z 0A3

Creditor Mailing List

May 12, 2010

In the matter of the proposed plan of arrangement of
 AAER INC., a legal person, duly incorporated according to the Canada Business Corporations Act,
 having its head office at 80 de l'Aéroport Blvd., Bromont, Quebec, J2L 1S9
 and AAER USA INC., a legal person, duly incorporated in Delaware,
 and WIND-SMART LLC, a legal person duly incorporated in Rhode Island, ,
 both having a place of business at 400 Westminster St., Suite 202, Providence, Rhode Island, United States, 02903

Creditor Type	Name	Attention	Address
83	CDCQ-Cégep St-Jérôme		475 rue Fournier, local J202 St-Jérôme QC J7Z 4V2
84	CDS Produits de bureau		113 Albert Cowansville QC J2K 2W4
85	Centa Antriebe Kirschev GmbH		Bergische Strasse, Haan 742781 GERMANY
86	Centre d'Outillage Denis Meunier		875, rue King Ouest Sherbrooke QC J1H 1R9
87	Chaines et Élingues St-Pierre		7690, Jarry Est Anjou QC H1J 2M3
88	Chambre de Commerce Française au Canada		1819 boul. René-Lévesque Ouest, bureau 202, Montreal QC H3H 2P5
89	Chicago Restaurant Partners		AT McCormick Place, 2301 South Lakeshore Drive Chicago IL 60616 USA
90	Chubb Security Systems		2740 Matheson Blvd. East, Unit 1, Mississauga ON L4W 4X3
91	CIBC Mellon	Pamela Clarke	2001 rue University, bureau 1600, Montreal QC H3A 2A6
92	CIMA		3385 rue King Ouest Sherbrooke QC J1L 1P8
93	Cisco Systems		Gloria Gelling PO Box 696092 San Antonio TX 78269 USA
94	Clinique du Pneu		515 rue Principale Granby QC J2G 2X3
95	Cloutier Jean-Luc		225 Verchère, app. 4, Longueuil QC J4K 3Y4
96	CNC Technica		7900 Samuel-Hatt Chambly QC J3L 6W4
97	Coady Diemar Partners		1370 Avenue of the Americas New York NY 10019 USA
98	Coastal Recycling Group		32 Thurbers Avenue Providence RI 2905 USA
99	Cole Parmer Canada		210-5101, rue Buchan Montréal QC H4P 2R9
100	Commission de la santé et de la sécurité du travail (CSST)		C.P. 11493, Succ. Centre-Ville, Montréal QC H3C 5S1
101	Commission des normes du travail (CNT)	Service de surveillance	500 bd René-Lévesque Ouest, 25e étage Montréal QC H2Z 2A5
102	Commission Scolaire de l'Estuaire		C.P. 2186Baie-Comeau QC G5C 2S9
103	Comtois-Blouin & Associes Inc.		5112, boul. BourqueSherbrooke QC J1N 2K7
104	Cooperative de la Haute Gaspésie		7 boul. Perron Estste-Annes des Monts QC G4V 2Z7
105	CPEQ (Conseil Patronal de l'Envir.QC)		640, rue St-Paul Ouest, bureau 206Montreal QC H3C 1L9
106	CSST		C.P. 11493, Succ. Centre-VilleMontreal QC H3C 5S1
107	Day & Zimmermann		Dept AT. 40151Atlanta GA 31192-0151 US
108	Dell Canada Inc.		P.O. Box 8440, Station AToronto ON M5W 3P1
109	Dencan Marine Ltée		368, rue Notre-Dame OuestMontréal QC H2Y 1T9
110	Depotcom Inc.		1075 DaignaultGranby QC J2J 2S4
111	Designfusion		1400 boul. de l'innovationsuite 201Bromont QC J2L 0J8
112	Deveau,Bourgeois,Gagné,Hébert		2540 boul. Daniel-Johnson, bureau 400Laval QC H7T 2S3
113	DEVON		400 3rd Avenue S.W.Calgary AB T2P 4H2
114	DHL Global Forwarding		6200 Edwards Blvd, Suite 100Mississauga ON L5T 2V7
115	Displayco Canada Inc.		7879 8th St. NE, Suite 121Calgary AB T2E 8A2
116	Distribution Philippe Menard Inc.		831 CowieGranby QC J2J 1A3
117	Distributions DFM		420 boul. Industriel, local 100St-Jean Richelieu QC J3B 4S6
118	Douglas Consultants inc.		288 rue Marquette, Suite 201Sherbrooke QC J1H 1M3
119	Dr. Mario Messier		48 Denison OuestGranby QC J2G 4C6
120	East Side Mario's		2 rue MartinBromont QC J2L 3L2
121	Ecole Polytechnique - BRCDT		Khiet Minh DuongC.P. 6079, Succ. Centre-VilleMontréal QC H3C 3A7
122	Ecole Secourisme Québec		142 rue Bourassa, bureau SSSSt-Jean-sur-Richelieu QC J2W 1G6
123	Electro-5 inc.		4135, boul. IndustrielSherbrooke QC J1L 2S7
124	Emballages Carrousel		1401 AmpèreBoucherville QC J4B 5Z5
125	Endurance Residential		Luxembourg Plaza, Premyslovska 43Praha 3 130 00 CZECH REPUBLIC
126	Entreprise PGM Marin Ltée		183 5eme Avenue OuestSte-Anne-des-Monts QC G4V 1L6
127	Eplan Canada		5430 rue J.-A.-Bombardier, 2e étageSt-Hubert QC J3Z 1H1
128	Equicom Group Inc.		Acct Receivable/c.o.Tsx Inc., The Exchange Tower,130 King st. W., P.Box. 421Toronto ON M5X 1J2
129	Esi Technologies		3131 boul. PitfieldMontréal QC H4S 1N3
130	ESM Energie- und Schwingungstechnik Mitsch GmbH		Auf der Rut 5Rimbach-Mitlechtern D-64668 GERMANY
131	Espace Vital Architecture		295, rue DufferinSherbrooke QC J1H 4M5
132	Eso Imperiale		5880 LamoureuxSt-Hyacinthe QC J2R 1S4
133	Etiquettes Berco inc.		1096 Lescarbot (Centre ind. St-Malo)Québec QC G1N 4J4
134	Euros		400 3rd Avenue S.W.Calgary AB T2P 4H2
135	Expo Guide		Apartado Postal no 39-064 C.P.Mexico D.F. 15621 MEXICO
136	Express Mondor		922 Grande Cote OuestLanoraie QC J0K 1E0
137	Eze Trucking		2584 North Locust AvenueRialto CA 92377 USA
138	Fastenal		814 boul. IndustrielGranby QC J2J 1A4
139	Federal-Mogul Deva GmbH		Schulstrasse 20Stadtlendorf D-35260 GERMANY
140	Fédération Québécoise Municipalités		2954, boul. Laurier, bureau 560Québec G1V 4T4
141	FedEx		P.O. Box 4626, Toronto Station AToronto ON M5W 5B4
142	Fedico Inc.		3400, boul. Losch bureau 14St-Hubert QC J3Y 5T6
143	Ferblanterie GM Inc.	France Gagnon	85 rue de l'AnseBeaumont QC G0R 1C0
144	Fermont		Postach 90 04 20Frankfurt/Main D-60444 GERMANY
145	Fiberlink		135, Sparks AvenueToronto ON M2H 2S5
146	FIERA ROMA SLR		Via Portuense 1645/164700148Roma ITALY
147	Flexible Lifeline Systems		14325 West HardyHouston TX 77060 USA
148	Fondation Estrienne en Environnement		165 rue Moore, bureau 300Sherbrooke QC J1H 1B8
149	Fontaine Jean		349 chemin des CôtesShefford QC J2M 1G4
150	Freeman Mfg & Supply Co.		3475, boul. PitfieldSaint-Laurent QC H4S 1H3
151	Fuhrlander AG		Auf de Hohe 4Walgandshain D-56477 GERMANY
152	Fuhrländer-Pfleiderer - CAN		86 Bridge StreetBaldwinville MA 1436 USA
153	Fullscope Inc.		2135 de la MontagneMontreal QC H3G 1Z8
154	Gastops		1011 Polytek StreetGloucester ON K1J 9J3
155	Gauthier Jacques		2000 rue Drummond, condo 1006Montreal QC H3G 2X1
156	Gaz Métropolitain		CP 6115, Succ. Centre-VilleMontreal QC H3C 4N7
157	Gebo-Boomsma BV		De SteigerAlmere 741351 AE NETHERLANDS
158	Geneq Inc.		8047, Jarry EstMontreal QC H1J 1H6
159	General Electric - USD		2900 - 550 Burrard StreetVancouver BC V6C 0A3
160	Generation Multimédia		5570 rue Cartier, bureau 105Montreal QC H2H 1X9
161	Generation Pub		5570, rue Cartier, bureau 101Montreal QC H2H 1X9
162	GENERATRICE DRUMMOND		4825 Route 139St-Nicéphore QC J2A4E5
163	GeoLab inc.		1430, boul. LemireDrummondville QC J2C 5A4
164	Germanisher Loyd Industrial Services GmbH		Steinhof 9Hamburg 20459 GERMANY
165	Gestion Environnementale Econord Inc.		9400 rue de L'innovationAnjou QC H1J 2X9

Creditor Mailing List

May 12, 2010

In the matter of the proposed plan of arrangement of
 AAER INC., a legal person, duly incorporated according to the Canada Business Corporations Act,
 having its head office at 80 de l'Aéroport Blvd., Bromont, Quebec, J2L 1S9
 and AAER USA INC., a legal person, duly incorporated in Delaware,
 and WIND-SMART LLC, a legal person duly incorporated in Rhode Island, ,
 both having a place of business at 400 Westminster St., Suite 202, Providence, Rhode Island, United States, 02903

Creditor Type	Name	Attention	Address
166	GLB Transport inc.		250 St-Urbain bureau 200Granby QC J2G 8M8
167	Globe Multimédia		36, rue CarrierGranby QC J2J 2M5
168	Gowling Lafleur Henderson S.E.N.C.R.L.		1 Place Ville Marie, 37e étageMontréal QC H3B3P4
169	Graco Ohio inc.		8400 Port Jackson Ave. NW.North Canton OH 44720-5464 USA
170	Groupe Ecosphere		12A rue Principale SudSutton QC JOE 2K0
171	Groupe LTI		450 boul. IndustrielAsbestos QC J1T 4X1
172	Groupe Prevac inc.		3500 boul. Matte, bureau 236Brossard QC J4Y 2Z2
173	Guillevin International		832, boul. IndustrielGranby QC J2J 1A4
174	Guimond Lavallée		343 boul. Poliquin, bureau 203Sorel-Tracy QC J3P 7W1
175	GZA GeoEnvironmental Inc		530 BroadwayProvidence RI 2909 USA
176	Hailo LLC		91-1 Collin DriveNew York NY 11741 USA
177	Handy House Inc.		P.O. Box 9131Foxboro MA 02035-9131 USA
178	Helimax Energie inc.		4100, rue Molson, bureau 100Montréal QC H1Y 3N1
179	Henlex inc.		2600, DiabMontréal QC H4S 1E8
180	Hercules SLR		3800, autoroute TranscanadiennePointe Claire QC H9R 1B1
181	Hewitt		5001, autoroute TranscanadiennePointe-Claire QC J9R 1B8
182	Houle Michel		1094 rue Antoine RR 1Magog QC J1X 3W2
183	Hydac		14 Federal RoadWelland ON L3B 3P2
184	Hydac International		14 Federal RoadWellans ON L3B 3P2
185	Hydro-Quebec		C.P. 11022, Succ. Centre-VilleMontreal QC H3C 4V6
186	HYUNDAI		1 CheonHa-DongDong-Ku ULSAN Korea
187	IHS Energy Canada Ltd C3171		P.O. Box 9101, Postal Station MCalgary AB T2P 5E1
188	Impression JG		4650 boul. IndustrielSherbrooke QC J1L 2W4
189	INDUSTRIAS LANEKO S.A.L.		31840 UHARTE ARAKILNavarra SPAIN
190	Industries B. Rainville inc		175 Route 104Saint Jean Richelieu QC J2X 5T7
191	Industries Desormeaux		8195 place Pascal-GagnonSt-Léonard QC H1P 1Y5
192	Industries Spectral		5050 Léon-HarmelGranby QC J2G 9G7
193	Informidata		560 Du Phare EstMatane QC G4W 1A7
194	Infosat Communications		3130-114 Avenue SECalgary AB T2Z 3V6
195	Intertek Testing Services NA Inc.		3933 US Route 11, Industrial ParkCortland NY 13045 USA
196	IPPBC		26-181 Ravine DrivePort Moody BC V3H 4T3
197	Irisco du Québec		400, boul. Jean-Lesage, Hall Ouest, bureau 32Québec QC G1K 8W1
198	Jacmar		10031 Renaude LapointeAnjou QC H1J 2T4
199	Jahnel-Kestermann Getriebewerke Gmb		Postfach 10 12 49, 44712Bochum DE
200	Jean & Associés		87 Avenue KléberParis 75784 FRANCE
201	Jean D. Girardot		247 Notre DameRoxton Falls QC J0H 1E0
202	Jean-Pierre Gagnon		21 rue AnnieL'Ange-Gardien QC G0A 2K0
203	JMF Grues & Palans Inc.		89 MoraneLaval QC H7M 1R5
204	Jolicoeur Lacasse Avocats		2001 Avenue McGill College, bureau 900Montréal QC H3A 1G1
205	Kaiser Transport inc.		PO Box 468Janesville WI 53547-0468 USA
206	KATABATIC		2900 - 550 Burrard StreetVancouver BC V6C 0A3
207	Katabatic Power Corp.		1201-700 West Pender StreetVancouver BC V6C 1G8
208	Katana Summit		Corporate Office, 1600 East 29 th AvenueColumbus NE 68602 USA
209	Katana Summit	c/o Mrs. Marianna Udem	Lowenstein Sandler PCI251 Avenue of the AmericasNew York NY 10020 USA
210	Khatri International inc.		630 N. Rosemead Blvd, Suite 200Pasadena CA 91107 USA
211	Kilpatrick Stockton LLP		P.O. Box 945614Atlanta GA 30394 USA
212	KONECRANE		1040 Sutton DriveBurlington ON L7L 6B8
213	La Cité Hi-Tech		11 boul. Ste-Anne OuestSte-Annes des Monts QC G4V 1P5
214	La Procure Plus inc.		20 A, boul. Ste-Anne OuestSte-Annes des Monts QC G4V 1P8
215	Labranche Transport		4649 A, boul. St-Josephst-Nicéphore QC J2A 1Y6
216	Lafo		6774, Jarry estSt-Léonard QC H1P 1W3
217	La-Fontaine du Décor inc.		101 boul. Ste-Anne OuestSte-Anne des Monts QC G4V 1R5
218	Legeron St-Georges		288 Marquette, Suite 201Sherbrooke QC J1H 1M3
219	Lemay Outillage		272, rue de l'ÉgliseBonsecour QC JOE 1H0
220	LEONI		MuehlhdammNeuhaus-Schierschnitz 696524 GERMANY
221	Les Armoires des Monts		470 boul. Ste-Anne OuestSte-Annes des Monts QC G4V 1T5
222	Les Consultants SM Inc.		2111 boul. Fernand-LafontaineLongueuil QC J4G 2J4
223	Les Editions Belcor		214, avenue Léonidas, C.P 3217 Succ. A.Rimouski QC G5L 9G6
224	Les Impressions Verreault		1605, rue Phare OuestMatane QC G4W 3M6
225	Les Industries MB		288 Rang St-ÉdouardSaint Jean sur Richelieu J2X 5T9 QC J2X 5T9
226	Les Industries TAG		2840 Le CorbusierLaval QC H7L 3S1
227	Les Outils Diatrim		2830 De MimiacMontréal QC H4S 1K9
228	Les Produits Ornis		3075 HalpernVille St-Laurent QC H4S 1P5
229	Les Spécialistes du Verre Ghis-Vin inc.		19 boul. Ste-Anne EstSte-Annes des Monts QC G4V 1M4
230	Livraison Indépendante		C.P. 241Granby QC J2G 8E5
231	LM Glasfiber (Arkansas) Inc.		7400 Scott Hamilton DriveLittle Rock AR 72209-3175 USA
232	LM Glassfiber (ND) Inc./LM Wind Power Blades	Stacy Warcup	PO Box 5637 1580 S. 48th St.Grand Forks ND 58206-5637 USA
233	Lux Aeterna		8347, St-HubertMontréal QC H2P 1Z4
234	M.e.w.		2255 avenue Vallée, C.P. 23Plessisville QC G6L 2Y6
235	Machinage Piché		414, 3e RueC.P. 147Daveluyville QC G0Z 1C0
236	Maçonnerie Jean Pierre Chenel		722, boul. Ste Anne OuestSte Anne Des Monts QC G4V 2Y3
237	Maisliner		2555 Dollard Ave., Box 137Lasalle QC H8N 3A9
238	Maisliner		2555 Dollard Ave., Building Cargo 8Lasalle QC H8N 3A9
239	Mandrake Groupe Conseil		1010 Sherbrooke Ouest, bureau 2212Montréal QC H3A 2R7
240	Master Card - A. Boucher		275 Avenue Viger Est, bureau 4040-1Montreal QC H2X 3T1
241	Master Card - A. Sirois		275 Avenue Viger Est, bureau 4040-1Montreal QC H2X 3T1
242	Master Card G. Houle		275 Avenue Viger Est, bureau 4040-1Montreal QC H2X 3T1
243	Master Card - N. Hamel		275 Avenue Viger Est, bureau 4040-1Montreal QC H2X 3T1
244	Master Card - R. Pelletier		275 Avenue Viger Est, bureau 4040-1Montreal QC H2X 3T1
245	Master Card - S. Boudaux		275 Avenue Viger Est, bureau 4040-1Montreal QC H2X 3T1
246	Master Card - S. Clouston		275 Avenue Viger Est, bureau 4040-1Montreal QC H2X 3T1
247	Mastercard		275 Avenue Viger Est, bureau 4040-1Montreal QC H2X 3T1
248	Mastercard - D Gagnon		275 Avenue Viger Est, bureau 4040-1Montreal QC H2X 3T1

Creditor Mailing List

May 12, 2010

In the matter of the proposed plan of arrangement of
 AAER INC., a legal person, duly incorporated according to the Canada Business Corporations Act,
 having its head office at 80 de l'Aéroport Blvd., Bromont, Quebec, J2L 1S9
 and AAER USA INC., a legal person, duly incorporated in Delaware,
 and WIND-SMART LLC, a legal person duly incorporated in Rhode Island, ,
 both having a place of business at 400 Westminster St., Suite 202, Providence, Rhode Island, United States, 02903

Creditor Type	Name	Attention	Address
249	Mayer-Brown		Bockenheimer Landstrasse 98-100Frankfurt am Main 60323 GERMANY
250	McCarthy Tetrault		1150 rue de Claire-Fontaine, 7e étageQuebec QC G1R 5G4
251	Media Edge Publishing		1 Welsley Ave., Suite 301Winnipeg MA R3C 4C6
252	Medias Transcontinental		1100 boul. René-Lévesque Ouest, 24e étageMontreal QC H3B 4X9
253	Messe Husum		Husumer Wirtschaftsfoges, Am Messeplatz 16-18Husum D-25813 GERMANY
254	Métallurgie Castech Inc.	Jennifer Poiré	500 boul. Frontenac EstThetford Mines QC G6G 7M8
255	Michael Duff Inc		C.P 1904Waterloo QC J0E 2N0
256	MicroAge		412, Heriot, bureau 101Drummondville QC J2B 1B5
257	Ministère du Revenu du Québec (DAS)		Centre de perception fiscale, 1600 bd René-Lévesque Ouest, 3e étage, Secteur R23CPFMontreal QC H3H 2V;
258	Ministère du Revenu du Québec (IMPÔT)		Centre de perception fiscale, 1600 bd René-Lévesque Ouest, 3e étage, Secteur R23CPFMontreal QC H3H 2V;
259	Ministère du Revenu du Québec (PENS. AL.)		Centre de perception fiscale, 1600 bd René-Lévesque Ouest, 3e étage, Secteur R42CPFMontreal QC H2C 1E2
260	Moltec Trading Group LTD		2770 Portland DriveOakville ON J6H 6R4
261	Monast		106 CameronBromont QC J2L 1A5
262	Moules et Modèles PCM		21, rue IndustrielSainte-Claire Bellechasse QC G0R 2V0
263	Mouvement Québécois de la Qualité		360 rue Saint-Jacques Ouest, bureau 1710Montreal QC H2Y 1P5
264	National Electricity Round Table		148 Park Estates Pl. SECalgary AB T2J 3W5
265	National Inc.		140 Grande Allée Est, bureau 710Quebec QC G1R 5M8
266	Neue Energie		Marienstr.19/20Berlin 10117 GERMANY
267	Newark		1870 boul. des Sources, Suite 300Pointe Claire QC H9R 5N4
268	North American Clean Energy		255 Newport Drive, Suite 336Port Moody QC V3H 5H1
269	Northwind Solutions		3210 West BroadwaySweetwater TX 79556 USA
270	NOVA		2800 avenue St-Jean Baptiste, bureau 235Quebec QC G2E 6J5
271	O'Connor & Kirby, P.C.		174 Battery St., 3rd FloorBurlington VT 5401 USA
272	OENKO		80 boul. de l'AéroportBromont QC J2L 1S9
273	Ogilvy Renault		1981 avenue McGill College, bureau 1100Montreal QC H3A 3C1
274	Owenscornig		43 Bibber ParkwayBrunswick ME 4011 USA
275	Papeterie La Liberté Inc.		209 PrincipaleGranby QC J2G 2V7
276	Papeterie L'Écologique		166 rue CowieGranby QC J2G 3V3
277	Paquette, Benoit		1607 DurhamSherbrooke QC J1J 1L8
278	Pascan Aviation		6200 route de l'AéroportSt-Hubert QC J3Y 8Y9
279	Paul Carboneau & Fils		26 Pacifique EstBromont QC J2L 1J5
280	Paul Frank + Collins		P.o. Box 1307Burlington VT 05402-1307 USA
281	Pelletier Regis		572 PerreaultBromont QC J2L 2X9
282	Pennwell		21428 Network PlaceChicago IL 60673-1214 USA
283	Pétroles Irving Marketing S.E.N.C.		PO BOX 176Saint John NB E2L 3X8 CA
284	PH Windsolution inc.		1371 Notre Dame Ouest, UnitMontreal QC H3C 4J6
285	Planétaire		Centre International Unisféra, 2001, rue Marie-Anne EstMontreal QC H2H 1M5
286	Plessitech		2250, avenue Vallée, C.P. 37Plessisville QC G6L 2Y6
287	Price Waterhouse Coopers		1250 boul. René-Lévesque Ouest, bureau 2800Montreal QC H3B 2G4
288	PriceWaterhouseCoopers		Marie-Curie-Strabe 24-28Frankfurt-Main 60439 GERMANY
289	Prodec		760, boul. IndustrielGranby QC J2G 9J5
290	Productions Rhinoféroce		6205 avenue AuteuilBrossard QC J4Z 3R8
291	Proprietes Olymbec Enr.		333, Décarie, 5e ÉtageSt. Laurent QC H4N 3M9
292	PSB Chaleurs		152B, avenue Grand-préBonaventure QC G0C 1E0
293	PSM Inc		1178-4, Jisa-DongGangseo-guBuran KOREA
294	Purolator Courier Ltd		P.O. Box 1100, Etobicoke Postal Stn A.Etobicoke ON M9C 5K2
295	Quincaillerie JD Lafontaine		2 Route LavoieSte-Anne-des-Monts QC G4V 1Y5
296	R3&A		3, Maplewood Blvd., Unit 1Cobourg ON K9A 4J4
297	RAYCAP Inc.		2310 N. Molter Road, Suite 102Liberty Lake WA 99019 USA
298	RCI Environnement inc.		9501, boul. Ray LawsonAnjou QC H1J 1L4 CA
299	Receveur General du Canada		Centre de technologie, 875 Chemin HerronOttawa ON K1A 1B1
300	Reckmann GMBH		WerkzeugstraBe 21/23Hagen D-58093 GERMANY
301	Regus Frankfurt Herriot's GmbH		Herriotstrasse 1, Frankfurt 60528 GERMANY
302	Reimer Express Lines		PO Box 875Winnipeg MB R3C 2S5
303	Remorquage JJ Towing		36 Des Carrieres, C.P 16Bromont QC J2L 1A9
304	Reyher		F.Reyher NchfgGmbH & Co. KGHaferwegHamburg 122769 GERMANY
305	RICQ		390 rue Giguère, local 2Saint Jérôme QC J7Z 7E5
306	Rita Fleuriste		355 boul. Leclerc OuestGranby QC J2G 1V5
307	ROE Logistics Inc.		660 Bridge St.Montreal QC H2K 3K9
308	ROE Logistics Inc.		10340 Côte-de-Liesse, No.210Dorval, Montreal QC H8T 1A3
309	Rogers AT&T		C.P. 3100Ville St-Laurent QC H4L 5J8
310	Rona L'entrepot Granby		200 St-Judes NordGranby QC J2J 2R8
311	RST Cranes inc.		21350 St. DennisonTehachapi CA 93561 US
312	Ryan Electric		100 Minnesota Avenue, Suite 9Warwick RI 02888 USA
313	Samson Bélair/Deloitte & Touche LLP		1 Place Ville Marie, bureau 3000Montreal QC H3B 4T9
314	Schwartz Levitsky Feldman CA		1980 Sherbrooke Ouest, 10e étageMontreal QC H3H 1E8
315	Securi Sport		2055 avenue BranlyQuebec QC G1N 4C7
316	Securité Landry		1600 Bernard LeblévreLaval QC H7C 0A5
317	Servaco Inc.		8020, rue St-HubertMontreal QC H2R 2P3
318	Service Mécanique Mobile B.L. inc.		50 rue St-JudeGranby QC J2J 2N4
319	Services en transport S.T.C.H. Inc.		Sonia Potvin248 boul. IndustrielChâteauguay QC J6J 4Z2
320	Services Horticoles Yvette Bienvenue enr.		112 FitchettDunham QC J0E 1M0
321	Services Linguistiques Le Pan		660 avenue BelmontWestmount QC H3Y 2W2
322	Services Matrec Inc.		C.P. 120Boucherville QC J4B 5E6
323	Services REX Sports		41 Des CaméliasBlainville QC J7C 4T4
324	Servisys Inc.		12, rue du Pacifique EstBromont QC J2L 1J5
325	Siba LLC		29 Fairfield PlaceWest Caldwell NJ 07006-6206 USA
326	SIC Spécialités industrielles Canada Inc		34, boul. de l'AéroportBromont QC J2L 1S6
327	Simco Chemicals inc.		3865 Isabelle, Parc IndustrielBrossard QC J4Y 2R2
328	Smartsign		32 Court Street, Suite 2200Brooklyn NY 11201 US
329	Smith Pasqual		740, LépineDorval QC H9P 1G2
330	Solution Cellulaire		2980, King OuestSherbrooke QC J1L 1Y7
331	Soudatech		43, 30e Rue OuestSte-Anne des Monts QC G4V 2X6

Creditor Mailing List

May 12, 2010

In the matter of the proposed plan of arrangement of
AAER INC., a legal person, duly incorporated according to the Canada Business Corporations Act,
having its head office at 80 de l'Aéroport Blvd., Bromont, Quebec, J2L 1S9
and AAER USA INC., a legal person, duly incorporated in Delaware,
and WIND-SMART LLC, a legal person duly incorporated in Rhode Island, ,
both having a place of business at 400 Westminster St., Suite 202, Providence, Rhode Island, United States, 02903

Creditor Type	Name	Attention	Address
332	Soudure Donald Jacques		1098 Rang 8 NordAdstock QC G0N 1S0
333	Spaenaur		815 Victoria St. NKitchener ON N2B 3C3
334	SPI Sécurité		60 Gaston-DumoulinBlainville QC J7C 0A3
335	STCH Transport Logistique		248 boul IndustrielChateauguay QC J6J 4Z2 CA
336	Stikeman Elliot		1155 boul. René-Lévesque Ouest, 40e étageMontréal QC H3B 3V2
337	Sun Media Verlags BLOQUÉ ---		7 Hans-Bockler-AlleeHannover 30173 GERMANY
338	Superieur Propane		1230 Montée PilonLes Cédres QC J7T 1G2
339	Surprenant & Fils		1529 rue SudCowansville QC J2K 2Z4
340	Svendborg Brake		Kirchnerstrasse 42Bünde 32257 GERMANY
341	Svoboda Williams		Benediktská 3Prague 1 110 00 CZECH REPUBLIC
342	Systèmes Composites Soverin Inc.		1689-B boul. de l'IndustrieBeloil QC J3G 4S5
343	TBM		944 A, rue TrudeauBeloil QC J3G 0E1 CA
344	TechnoCentre eolien Gaspésie-les-Il		37 rue ChrétienGaspé QC G4X 1E1
345	TELUS		C.P. 11049, Succ. Centre-VilleMontréal QC H3C 4Y5
346	Telus Québec		C.P. 11674, Succ. Centre-VilleMontréal QC H3C 6E9
347	TEMPLETON		86 Bridge StreetBaldwinville MA 1436 USA
348	Tenaquip		20701 chemin Ste-MarieSte-Anne de Bellevue QC H9X 5X5
349	Tennant Company		2265 MichelinLaval QC H7L 5B8
350	The European Wind Energy Association		Rue D'Arlon 63-65Bruxelles B-1040 BELGIUM
351	The Spokesman		Po Box 670Iowa Falls IA 50126 USA
352	Thielsch Engineering		P.O. Box 845327Boston MA 02284-5327 USA
353	TIC Telephone Industrielle		3 rue Laval Sud, bureau 201Granby QC J2G 7H7
354	TLS Trailer Leasing Services		12321 boul.Métropolitain Est, Suite 301Montréal QC H1B 5R3
355	TNT Express (Canada) LTD		3230 American DriveMississauga ON L4V 1B3
356	Toronto Stock Exchange (TSX)		George NapierP.O. Box 4503rd Floor, 130 King Street WestToronto ON M5X 1J2
357	Total Services		2555 Dollard Ave, Bldg 8, P.O. Box 137Lasalle QC H8N 3A9
358	Total Services		2555 Dollard Ave., Building 8, P.O. Box 137Lasalle QC H8N 3A9
359	Town of IPSWICH		272 High StreetIpswich MA 1938 USA
360	Tradelco Inc.		266, rue Laval Sud.C.P. 56Granby QC J2G 8E2
361	Transcontinental Medias SENC-BLOQUÉ		1100 boul. René-Lévesque Ouest, 24e étageMontréal QC H3B 4X9
362	Transport D.O.B.		1869, ave St-AlfredPlessisville QC G6L 2G2
363	TST Overland Express		6800, chemin Saint-FrançoisSt-Laurent QC H4S 1B7
364	UPS		C.P. 1108, Succ. Centre VilleMontréal QC H3C 5C6
365	UPS CANADA		Po Box 2127 CROHalifax NS B3J 3B7
366	UPS Freight		28013 Network PlaceChicago IL 60673-1280 USA
367	Varcan Communication		948A Notre DameRepentigny QC J5Y 1C8
368	Videotron Telecom Ltee		C.P. 11427, Succ. Centre-VilleMontreal QC H3C 5H6
369	Viger - Jiang Shanghai		1599 West Yan'An Rd, Suite 916Shangai 200050 CHINA
370	Ville de Chandler		35 rue Commerciale O. C.P 459Chandler QC G0C 1K0
371	Ville de Ste Anne des Monts		6, 1ere Avenue ouestSte-Anne-des-Monts QC G4V 1A1
372	Voyage Regence Inc.		1410 rue Stanley, bureau 409Montréal QC H3A 1P8
373	Wache Olivier		668, rue de Gaspelles-des-Soeurs QC H3E 1H9
374	Wainbee Ltée		215, boul. BrunswickPointe Claire QC H9R 4R7
375	Wajax Industries		1100 NormandLachine QC H8S 1A6
376	WaveWind		4589 A County Road TTSun Prairie WI 53590 USA
377	Westburne		4055, boul. IndustrielSherbrooke QC J1L 2S7
378	Western Display Group		277 Lakeshore Road East, Suite 406Oakville ON L6J 1H9
379	Wikov MGI a.s.		Zbecnik 356Hronov 549 31 CZECH REPUBLIC
380	Wind Turbines Tools		129 Sucker Creek RDPO, Box 398Lincoln MT 59639 US
381	Windpower Monthly		P.O. Box 100Knebel 8420 DENMARK
382	World Wind Energy Ass.		Head OfficeCharles de Gaulle Str. 5Bonn 53113 GERMANY
383	Xerox Canada Ltee		3400 de Maisonneuve Ouest, bureau 900Montreal QC H3Z 3G1
384	Yellow Reymar		P.O. Box 3531Station AToronto ON M5W 3G4
385	Zarges Aluminium Systeme GmbH		ZargesstrabeWeilheim 782362 GERMANY
386	Preferred	Alexandre Lavoie	
387		Alexandre Podtetenov	
388		Alexandre Sirois	
389		André Boucher	
390		André Lachance	
391		André Lavoie	
392		André Tardif	
393		Annie Ouellette	
394		Benoit Paquette	
395		Benoit Perras	
396		Billy Lapointe	
397		Carmen Pelletier	
398		Daniel Charette	
399		Dave Gagnon	
400		Éric Phaneuf	
401		Francis Mercure	
402		Francois Picard	
403		Gaëtan Houle	
404		Georges Guy Pelletier	
405		Jacques Noel	
406		James O'Malley	
407		Jean Lux	
408		Jean-Pierre Fortier	
409		Jean-Roch Laplante	
410		Joanie Poirier Giroux	
411		Josée Gagné	
412		Kim Pelletier Mandréa	
413		Laetitia Fiere	

Creditor Mailing List

May 12, 2010

In the matter of the proposed plan of arrangement of
AAER INC., a legal person, duly incorporated according to the Canada Business Corporations Act,
having its head office at 80 de l'Aéroport Blvd., Bromont, Quebec, J2L 1S9
and AAER USA INC., a legal person, duly incorporated in Delaware,
and WIND-SMART LLC, a legal person duly incorporated in Rhode Island, ,
both having a place of business at 400 Westminster St., Suite 202, Providence, Rhode Island, United States, 02903

Creditor Type	Name	Attention	Address	
414	Liliana Cristina Chitescu			
415	Louise Dufresne			
416	Marie-Tania Duhamel			
417	Martial Cossette			
418	Martin Poirier			
419	Martin Venne			
420	Maxime Tétreault			
421	Michel Houle			
422	Mireille Focquet			
423	Nancy Loiselle			
424	Nicolas Bachand			
425	Nicolas Beaudoin			
426	Pascal Gagné			
427	Paul Collin			
428	Philippe Ménard			
429	Philippe Terrier			
430	Régis Pelletier			
431	Richard Beaulieu			
432	Richard Massé			
433	Richard Pelletier			
434	Robert Couture			
435	Roch Messier			
436	Samuel Boudaux			
437	Sébastien Dion			
438	Serge Boisvert			
439	Stéphane Asselin			
440	Stéphane Goyette			
441	Suzelle Labonté			
442	Sylvain Hogue			
443	Sylvain Paul			
444	Véronique Bernier			
445	Xavier Béland			
446	Yannick Tessier			
447	Supplémentaires	AAER Inc.	Monsieur Jean-Pierre Fortier	80 bd de l'Aéroport Bromont QC J2L 1S9
448		AAER USA Inc.	Monsieur Jean-Pierre Fortier	80 bd de l'Aéroport Bromont QC J2L 1S9
449		Wind-Smart LLC	Monsieur Jean-Pierre Fortier	80 bd de l'AéroportBromont QC J2L 1S9
450		Palais de justice de Granby	Grefe de la chambre commerciale	77 rue PrincipaleGranby QC J2G 9B3

PUBLICITÉ - PLACEMENT ET STRATÉGIE MÉDIAS - STUDIO DE CRÉATION
 Adm. Pub.: Susie Therrien
 Client : Samson Bélair / Deloitte & Touche Inc.
 Contact client : Isabelle Léveillé

0 2 3/15 3 5/15 4 1 1/4 1 1/2 5 3/15 6 13/15

0
5
10
15
20
25
30
35
40
45
50
55
60
65
70
75
80
85
90
95
100
105
110
115
120
125
130
135
140
145
150
155
160

COUR SUPÉRIEURE
Chambre commerciale

CANADA
 PROVINCE DE QUÉBEC
 DISTRICT DE BEDFORD
 COUR N° : 460-11-001918-104
 BUREAU N° : 905521-1000002

DANS L'AFFAIRE DU PLAN
 D'ARRANGEMENT PROPOSÉ DE :

AAER INC., société constituée en vertu de la *Loi canadienne sur les sociétés par actions*, ayant son siège social au 80, boul. de l'Aéroport, Bromont, Québec, J2L 1S9

- et -
 AAER USA INC., société constituée au Delaware, ayant une place d'affaires au 400, rue Westminster, bureau 202, Providence, Rhode Island, États-Unis, 02903

- et -
 WIND-SMART LLC, société constituée au Rhode Island, ayant une place d'affaires au 400, rue Westminster, bureau 202, Providence, Rhode Island, États-Unis, 02903

Débitrices

- et -
 SAMSON BÉLAIR/DELOITTE & TOUCHE INC.
 (Jean-François Nadon, CA, CIRP, responsable désigné), ayant une place d'affaires au 1, Place Ville Marie, bureau 3000, Montréal, Québec, H3B 4T9

Contrôleur

AVIS AUX CRÉANCIERS
 [Procédure relative au processus de réclamation et date limite de dépôt des preuves de réclamation fixée au 31 mai 2010 à 17 h (HAB)]

Le 8 avril 2010, AAER Inc., AAER USA Inc. et Wind-Smart LLC (collectivement « AAER » ou les « Débitrices ») ont intenté des procédures sous la supervision de la Cour supérieure du Québec et obtenu une protection contre leurs créanciers en vertu de la *Loi sur les arrangements avec les créanciers des compagnies*, L.R.C. 1985, c. C-36, en sa version modifiée (la « LACC »). Samson Bélair/Deloitte & Touche Inc. a été nommé contrôleur dans la procédure sous la supervision du tribunal (le « Contrôleur »).

Le 7 mai 2010, les Débitrices ont obtenu une ordonnance (l'« Ordonnance relative au processus de réclamation ») (laquelle est disponible sur le site Web du Contrôleur à l'adresse <http://www.deloitte.com/ca/aaer-fr>) autorisant notamment un processus dans le cadre duquel les créanciers pourront prouver si une réclamation (« Réclamation »), telle que définie à l'Ordonnance relative au processus de réclamation, soit tout droit de toute personne à l'encontre des Débitrices relativement à toute dette, responsabilité ou obligation quelconque due à cette personne, qu'ils soient liquidés, non liquidés, déterminés, éventuels, échus, non échus, contestés, non contestés, légaux, reconnus en equity, garantis, non garantis, présents, futurs, connus ou inconnus, incluant tout intérêt alors couru ou tous frais payables à leur égard au 8 avril 2010, et qu'un tel droit soit ou non exécutoire ou régressif par nature, sous forme de caution, sûreté ou autrement, y compris le droit ou la faculté de toute personne de produire une réclamation au titre d'une contribution ou d'une indemnité ou à quelque autre titre, à l'égard de toute question, action, cause ou chose in action, existant actuellement ou prenant naissance à l'avenir, sur le fondement en totalité ou en partie de faits existant avant le 8 avril 2010, ou toute autre réclamation qui constituerait une réclamation prouvable en matière de faillite si les Débitrices étaient devenues faillites le 8 avril 2010 ou b) une réclamation reliée à la restructuration (une « Réclamation reliée à la restructuration »), telle que définie à l'Ordonnance relative au processus de réclamation, soit tout droit de toute personne à l'encontre des Débitrices relativement à toute dette, responsabilité ou obligation quelconque due à cette personne et découlant de la restructuration, ou de la répudiation ou résiliation de tout contrat, bail, contrat d'emploi ou de toute autre entente, oral ou écrit, après le 8 avril 2010, incluant tout droit de toute personne qui a reçu un avis de répudiation ou de résiliation des Débitrices entre le 8 avril 2010 et le 31 mai 2010, ainsi que toute réclamation relative à une indemnité de cessation d'emploi ou à des vacances impayées de tout employé même s'il n'est plus à l'emploi des Débitrices et toute réclamation des autorités fiscales découlant, directement ou indirectement, de l'approbation du plan par les créanciers et de son homologation par la cour, incluant toute réclamation pour les taxes sur les produits et services et les taxes de ventes provinciales payables suivant une réduction et/ou règlement de dette des Débitrices.

Toute personne croyant avoir une Réclamation ou une Réclamation reliée à la restructuration contre les Débitrices doit déposer auprès du Contrôleur une preuve de réclamation dans la procédure en vertu de la LACC. Les preuves de réclamation pour les Réclamations et les Réclamations reliées à la restructuration contre les Débitrices doivent être parvenues au Contrôleur dont les coordonnées sont données ci-après **au plus tard à 17 h (heure avancée de l'Est) le 31 mai 2010** (la « Date limite de dépôt des preuves de réclamation »).

L'information concernant la procédure en vertu de la LACC se trouve sur le site Web du Contrôleur à l'adresse <http://www.deloitte.com/ca/aaer-fr>.

Les créanciers qui ont des questions ou qui ne peuvent télécharger un formulaire de preuve de réclamation à partir du site Web du Contrôleur doivent communiquer avec celui-ci aux coordonnées suivantes :

Samson Bélair/Deloitte & Touche Inc.
 En sa capacité de Contrôleur de AAER Inc.
 1, Place Ville Marie, bureau 3000, Montréal QC H3B 4T9
 Tél. : 514-393-5042
 Téléc. : 514-390-4103
 Canada : 1-877-856-9043
 Courriel : aaerinc@deloitte.ca

Deloitte.
 Samson Bélair/Deloitte & Touche
 Contrôleur

FAIT À MONTRÉAL, ce 12^e jour de mai 2010. SAMSON BÉLAIR/DELOITTE & TOUCHE INC.
 Contrôleur

CMG COMMUNICATIONS INC.
 courteau - cabral

ESTIMATION : _____ \$ + TAXES

S.V.P. faire votre approbation
 au (450) 681-5035 avant : _____

RÉSERVÉ

PROD. : _____
 PROOF : _____
 RÉDAC. : _____

COUR SUPÉRIEURE
Chambre commerciale

AAER INC.,
AAER USA INC. et
WIND-SMART LLC

Débitrices

– et –

SAMSON BÉLAIR/DELOITTE & TOUCHE INC.

Contrôleur

AVIS AUX CRÉANCIERS

[Procédure relative au processus de réclamation et
date limite de dépôt des preuves de réclamation
fixée au 31 mai 2010 à 17 h (HAE)]

(Loi sur les arrangements avec les créanciers des
compagnies, L.R.C. 1985, c. C-3, en sa version modifiée)

Deloitte.

Annexe 4

AAER Inc				
Offers				
No	Company	Conditions	Offers	Lots
1	Plessitech Inc./Global Casting inc.	The initial offer submitted by Plessitech was a bulk offer for \$300,000. Following discussions and negotiations Plessitech agreed to increase the offer to \$350,000 for all lots. Further negotiations took place in order to sell lot 4 only. Plessitech agreed to offer \$280,000 for lot 4 only in order for AAER to conclude another transaction with Pioneer for lots 2, 3 and 5. AAER's board accepted this offer.	\$ 280 000	#4
2	Pioneer Power Solutions Inc.	<p>Pioneer initially submitted an offer for \$750,000 for lots 2, 3 and 5 with several conditions which would have hindered the ability of concluding a transaction. Following discussions and negotiations 2 key conditions were modified and the offer was reduced to \$600,000. In this offer Pioneer requested that the lessor (Olymbec) consent to a lease with an occupation of the location by the Pioneer for a period of 6 months at a gross rent of \$10,000 a month or for a period of 2 months after closing at a rate of \$75,000 a month which \$150,000 will be reduced off the purchase price. Following discussions with Olymbec an agreement was reached for the lease hence reducing the offer from \$600,000 to \$450,000. The board of AAER deemed this offer acceptable.</p> <p>In brief, the Pioneer Transaction provides for the following terms:</p> <ol style="list-style-type: none"> 1) The purchase price is for \$450,000; 2) Pioneer shall not assume any of AAER's liabilities, debts or obligations; 3) An amount of \$170,000 shall be set aside in an escrow fund with the Monitor for a sufficient period of time to pay all outstanding wages, salaries, bonuses and vacation pay payable to AAER's employees for the period of time up to the closing of the Pioneer transaction and the "Approval and Vesting Order" sought hereby shall approve and order that the amounts be segregated from the purchase price and be deposited in the escrow fund with the Monitor and the aforementioned payments be made to the employees pursuant to the amounts owed according to the table filed herewith under seal as Exhibit R 3; 4) the "Approval and Vesting Order" sought hereby shall limit the Purchaser's employee successor liability for any amounts owing to the employees by AAER prior to the closing of the Pioneer Transaction to the fullest extent permitted by law; 5) Propriétés Olymbec Enr. ("Olymbec"), the lessor of AAER's premises in Bromont, Quebec (the "Location"), and Pioneer entered into a lease and/or occupation agreement permitting Pioneer to continue occupying and operating in the Location for a period of three (3) months following the closing of the Pioneer at a gross rent of \$75,000 per month (representing AAER's current monthly rent) (the "Temporary Lease Condition"); 6) AAER shall have executed all reasonable documents requested by the Purchaser to assign to Pioneer all of its right, title and interest in all of the intellectual property and in the intangible assets listed in lot number 5 of the Information Memorandum (R 1); and 7) The closing of the Pioneer Transaction shall occur no later than June 7, 2010. 	\$ 600 000	#2,3 & 5